

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre le 26 septembre à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MAROLLES, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 20 septembre 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, FORMET, DHYÈVRE, DULIEUX, Mme GUÉRY, MM. COTTON, DELCOMBEL, MATHIEU, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, CASTAGNA, MAUTRAIT, LAVEFVE (suppléant de M. CHAMPION), GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h40), BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, MM. ROCH (jusqu'à 21h30), BEAUJOIN, Mme GOUILLY, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. FORTIN, THIÉBAULT, Mme FELICETTI, M. DESCHAMPS, Mmes KARCENTY, COLLIN, JACQUEMOT, SERRE, M. HMISSI, Mme BAUMEL, M. CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, MUNSTER, GOLLÈS, M. ERRE.

Absents : MM. NICOLEAUD, VEBER, LANTERNAT, DUCHÊNE.

16 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. CAPPÉ,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ Mme FELICETTI donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à M. BEAUJOIN à partir de 21h30,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme BAUMEL donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL,
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE.
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLSON,
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Anna RÉOLON.

URBANISME

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BLACY BILAN DE LA MISE À DISPOSITION ET APPROBATION

Rapporteur : Monsieur Éric CHAVEROU

La procédure de modification simplifiée du PLU de la Commune de BLACY a été engagée le 15 décembre 2022 par arrêté communautaire afin notamment de :

- faire évoluer les règles de volumétrie (dans la limite de 20 %) pour permettre la densification des espaces urbanisés ;
- faciliter le développement des activités implantées le long de la RN4 tout en prenant en compte la sécurité des biens et des personnes. Un sous-secteur UIb est créé à cet effet ;
- faciliter le développement des activités agricoles ;
- prendre en compte les phénomènes d'inondation et protéger les biens et les personnes face à ces risques ;
- préserver le paysage urbain ;
- protéger la ressource en eau ;
- améliorer la compréhension du règlement.

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et les avis émis par les personnes publiques associées ont été mis à disposition du public pendant plus d'un mois, du 14 juin au 19 juillet 2024 inclus, au service urbanisme de la Communauté de Communes et à la Mairie de BLACY.

Les observations émises par le public lors de la mise à disposition du projet au public, sont présentées dans le bilan annexé à la présente délibération ainsi que les avis des personnes publiques associées.

Le dossier de modification simplifiée avait été notifié aux personnes publiques associées le 9 février 2024, conformément à l'article L153-40 du code de l'urbanisme. Quatre avis ont été réceptionnés par la Communauté de Communes :

- le Département de la Marne a émis des observations concernant notamment la prise en compte des marges de recul relatives à l'implantation de constructions le long de routes départementales existantes ou projetées. Les modifications du PLU projetées respectent les observations formulées ;
- la Chambre d'Agriculture de la Marne a émis un avis favorable ;
- l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) a informé ne pas avoir de remarques à formuler ;

- la Direction Départementale des Territoires a émis principalement des observations de forme relatives notamment à la mise en cohérence des documents (notice de présentation, nouveau règlement) ainsi qu'à l'ajout de justifications dans la notice de présentation. Afin de rester dans le champ de la modification simplifiée, elle rappelle également que la procédure en cours ne doit pas majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du PLU. Pour garantir la sécurité juridique de la procédure, il est décidé :
 - o en zone UC et 1 AU de réduire la hauteur au faîtage de la toiture des constructions d'activités à 12 mètres au lieu de 14 mètres.
 - o en zone UD de supprimer la modification envisagée relative à l'augmentation de la hauteur au faîtage de la toiture des constructions d'activités et de conserver la règle initiale, à savoir limiter la hauteur au faîtage de la toiture de toutes les constructions à 10 mètres.

Si aucune remarque n'a été formulée sur les registres mis à disposition du public présents au siège de la Communauté de Communes et à la mairie de BLACY, une remarque a été transmise par mail par la société TER'GREEN. Cette dernière sollicite le passage en zone UIm de deux parcelles actuellement en zone A. Cette demande, sortant du cadre juridique et réglementaire de la procédure de modification simplifiée en cours, ne peut pas être prise en compte.

Aucune opposition au projet n'ayant été formulée, il est proposé au Conseil Communautaire de tirer le bilan positif de la mise à disposition du public.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-36 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme de la Commune de BLACY approuvé le 26 mars 2010,

Vu l'arrêté du Président de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER en date du 15 décembre 2022 décidant d'engager la modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de BLACY,

Vu l'avis conforme de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale n°2024ACGE32 en date du 15 mars 2024 décidant de ne pas soumettre la modification simplifiée du PLU de BLACY à évaluation environnementale,

Vu la délibération n°86 du Conseil Communautaire en date du 30 mai 2024 précisant les modalités de la mise à disposition du public du dossier,

Vu la délibération n°87 du Conseil Communautaire en date du 30 mai 2024 décidant de ne pas soumettre la modification simplifiée du PLU de BLACY à évaluation environnementale,

Vu le projet de modification mis à disposition du public du 14 juin au 19 juillet 2024,

Vu la délibération du conseil municipal de BLACY en date du 13 septembre 2024 émettant un avis favorable à l'approbation par la Communauté de Communes du bilan de la mise à disposition du public et du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de BLACY,

Vu le bilan de la mise à disposition annexé à la présente délibération,

Considérant que la notification aux personnes publiques associées n'a fait l'objet d'aucune objection,

Considérant que les avis des personnes publiques associées, qui ont été joints au dossier, justifient que le PLU de la Commune de BLACY soit modifié avant son approbation,

Considérant que ces modifications, qui procèdent des avis des personnes publiques associées, ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU,

Considérant que le dossier de modification simplifiée du PLU, tel qu'il est présenté après ajustement, peut être approuvé, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le bilan de la mise à disposition du public tel qu'il a été présenté en confirmant que la concertation relative au projet de modification simplifiée du PLU de BLACY s'est déroulée conformément aux modalités prévues ;

2°/ approuver le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de BLACY tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

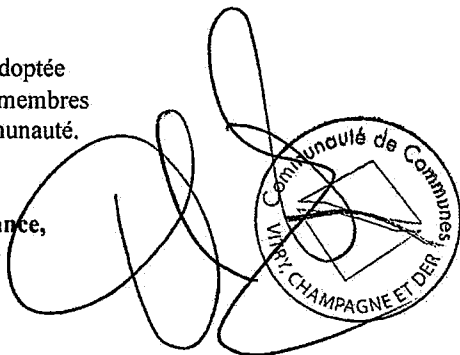
3°/ dire que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie de BLACY et au service urbanisme de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE et DER pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

4°/ dire que le dossier de modification simplifiée du PLU sera tenu à disposition du public en mairie de BLACY et au service urbanisme de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE et DER ;

5°/ dire que les dépenses ainsi engendrées seront inscrites au budget correspondant.

La délibération est adoptée
à l'**unanimité** des membres
du Conseil de Communauté.

La secrétaire de séance,
Anna RÉOLON



**POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET**

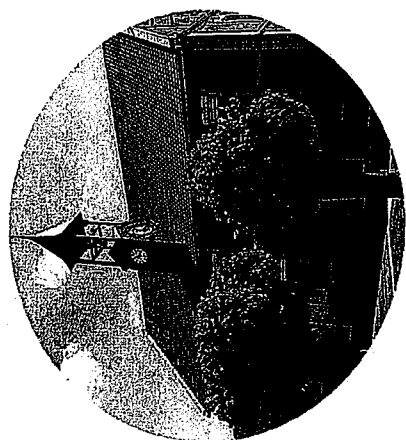
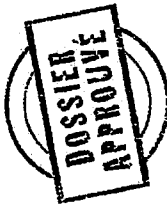
Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 OCT. 2024
et de la publication le - 8 OCT. 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Commune de
BLACY

Modification simplifiée n°1 du Plan Local
d'Urbanisme



Approbation en
Conseil
Communautaire

Vu pour être annexé à la délibération du 26/09/2024
approuvant les dispositions de la modification simplifiée n°1
du Plan Local d'Urbanisme.

Fait à Vitry-le-François,
Le Président,

APPROUVE LE : 26/03/2010
MODIFIÉ LE : 26/09/2024

Modification simplifiée n°1



Auddicé Urbanisme
Agence Grand Est
Espace Sainte-Croix
6 place Sainte-Croix
51000 Châlons-en-Champagne
03 26 64 05 01

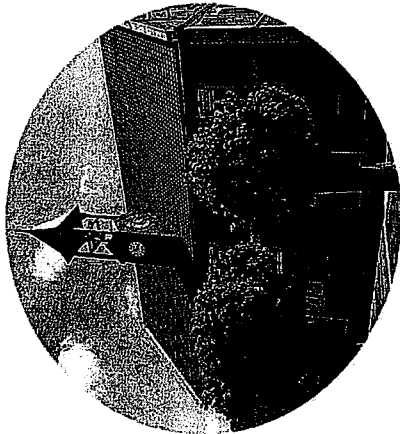
réalisé par

Composition du dossier

- 1 – Notice de présentation – additif au rapport de présentation
- 2 – Règlement graphique
 - 2a – Plan de zonage 1/3 – échelle 1/6000
 - 2b – Plan de zonage 2/3 – échelle 1/2000
 - 2c – Plan de zonage 3/3 – échelle 1/2000
- 3 – Règlement écrit
- 4 – Bilan de la mise à disposition du public

Commune de
BLACY

Modification simplifiée n°1 du Plan Local
d'Urbanisme



Notice de
présentation – Additif
au rapport de
présentation

Vu pour être annexé à la délibération du 26/09/2024
approuvant les dispositions de la modification simplifiée n°1
du Plan Local d'Urbanisme.

Fait à Vitry-le-François,
Le Président,

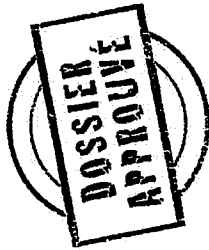
APPROUVE LE : 26/03/2010
MODIFIÉ LE : 26/09/2024

Dossier 22075105
26/09/2024

réalisé par



Auddicé Urbanisme
Agence Grand Est
Espace Sainte-Croix
6 place Sainte-Croix
51000 Châlons-en-Champagne
03 26 64 05 01



Notice de présentation – Additif au rapport de
présentation

Commune de
Blacy
Modification simplifiée n°1 du Plan Local
d'Urbanisme

Version	Date	Description
Notice de présentation – Additif au rapport de présentation	26/09/2024	Modification simplifiée n°1 du PLU



auddicé.com



Agence Haut-de-France
24 rue du Grand Centre
93000 La Courneuve
03 27 27 38 39



Agence Grand-Est
Espace Saint-Croix
6 place Sainte-Croix
51000 Châlons-en-Champagne
03 26 64 05 01



Agence Val-de-Loire
Zone d'activités Essais
Rue des Petites Bourges
41000 Blois
02 41 51 51 52



Agence Seine-Normandie
Parc d'activités Les Longs Buissons
380 rue d'Elbeuf, 21400 - B&C 1
71000 Chalon-sur-Saône
02 32 32 32 32



Agence Sud
Nouveaux Châteaux
34100 Lézignan
04 90 64 64 64

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE	5
CHAPITRE 2. MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU	8
2.1 évolution du règlement graphique.....	8
2.1.1 Plan de zonage initial	10
2.1.2 Plan de zonage modifié.....	11
2.2 Évolution du règlement écrit.....	12
2.2.1 Evolution du règlement de la zone UC	18
2.2.2 Evolution du règlement de la zone UD	27
2.2.3 Evolution du règlement de la zone UI	36
2.2.4 Évolution du règlement de la zone 1AU	44
2.2.5 Évolution du règlement de la zone 2 AU	52
2.2.6 Évolution du règlement de la zone 2 AUI	54
2.2.7 Évolution du règlement de la zone A	56
2.2.8 Évolution du règlement de la zone N	64
2.3 Mise à jour des annexes du PLU	65
CHAPITRE 3. JUSTIFICATIONS ET IMPACTS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU	66
3.1 Economie générale	66
3.2 Espaces agricoles	66
3.3 Espaces naturels	66
3.4 Les risques naturels et technologiques	73
3.5 Paysage	87
3.6 Déplacements et réseaux	87
CHAPITRE 4. ADAPTATIONS NON SUBSTANTIELLES DU DOSSIER AVANT SON APPROBATION	88

CHAPITRE 1. Contexte réglementaire de la modification simplifiée

Extrait du code de l’urbanisme

La procédure de modification simplifiée est encadrée par l’article L. 153-45 Code de l’Urbanisme. Celui-ci stipule :

- Article L153-45

« Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle, dans les cas prévus au II de l'article L. 153-31. Cette procédure peut être à l'initiative soit du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du maire dans les autres cas. »

L’article suivant s’applique :

- Article L153-47

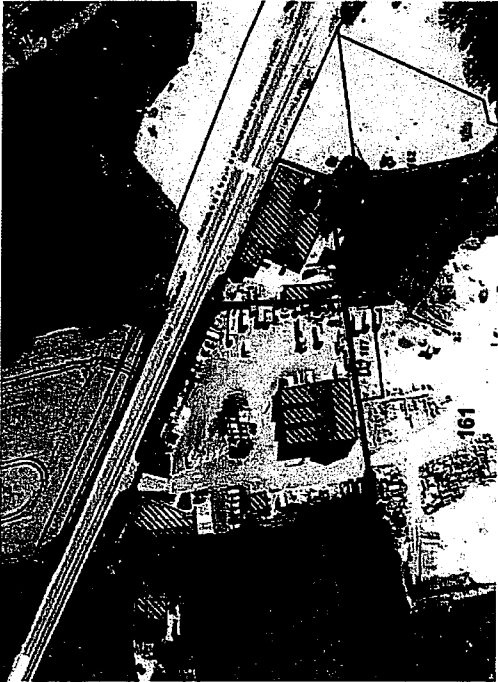
« Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent, dans un délai de trois mois à compter de la transmission à l'établissement public du projet de modification simplifiée lorsque celui-ci procède de l'initiative du maire d'une commune membre et ne porte que sur son territoire, ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. Lorsque le projet de modification simplifiée procède d'une initiative du maire d'une commune membre et ne porte que sur le territoire de celle-ci, le bilan de la mise à disposition est présenté par ce maire devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui délibère sur le projet dans les trois mois suivant cette présentation. »

Le projet

Par arrêté en date du 15 décembre 2022, le Président de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der a engagé la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d’Urbanisme, approuvé le 26 mars 2010.

La Communauté de Communes Vitry Champagne et Der, via le service instructeur des autorisations d’urbanisme, est confrontée à des difficultés d’application de certaines dispositions réglementaires du PLU de la commune de Blacy. Le projet consiste à tolletter le règlement écrit.

L’entreprise EUROVIA, qui est implantée le long de la RN4, souhaite construire de nouveaux bureaux qui devraient s’adosser à la construction existante située à proximité. Le règlement de la zone UI du PLU précise qu’aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d’autre de l’axe de la RN4. Cet article du règlement du PLU est plus restrictif que ce que prévoit l’article L111-6 du code de l’urbanisme qui fixe cette règle d’implantation uniquement pour les espaces non urbanisés. Le sous-secteur Uib (de la zone UI) est créé. Il englobe une partie du site de l’entreprise EUROVIA et le restaurant. S’agissant d’un espace urbanisé, un règlement est mis en place pour ce nouveau secteur dans le cadre de la présente procédure.



Extrait de la photo aérienne du nouveau secteur Uib

La modification simplifiée concerne le règlement littéral et le règlement graphique. Les annexes sont mises à jour en ce qui concerne les arrêtés préfectoraux relatifs au bruit le long des routes nationales et des voies ferrées. Les autres documents du PLU ne sont pas modifiés.

La procédure de modification simplifiée n’a pas été soumise à évaluation environnementale suite à l’avis conforme rendu par la MRAE le 15 mars 2024. La Communauté de Communes Vitry Champagne et Der a confirmé cette décision de la MRAE lors du conseil communautaire du 30 mai 2024.

Choix de la procédure

Le projet communal nécessite une modification du règlement.

Article	Code de l'Urbanisme	Répond aux conditions ?	Justifications
L153-31 (Révision générale)	Révision si : - Changement des orientations du PADD - Réduction d'une EBC, d'une zone A ou d'une zone N - Réduction d'une protection ou évolution de nature à induire de graves risques de nuisances - Ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser de plus de 6 ans ou qui n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune. - Création d'une OAP de secteur d'aménagement valant création d'une ZAC. Le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etab. si - La révision a uniquement pour objet de réduire un EBC, une zone A ou N ; - La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ; - La révision a uniquement pour objet de créer des OAP valant ZAC ; - La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.	Non	La procédure a été modifiée par le PADD. Le règlement n'est pas en adéquation avec l'urbanisme pour une protection ou évolution de nature à induire de graves risques de nuisances. La procédure a été modifiée par le règlement. Le règlement n'est pas en adéquation avec l'urbanisme pour une protection ou évolution de nature à induire de graves risques de nuisances. Le règlement n'est pas en adéquation avec l'urbanisme pour une protection ou évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.
L153-34 (Révision allégée)		OUI	Les dispositions du règlement n'ont pas été modifiées. Le règlement n'est pas en adéquation avec l'urbanisme pour une protection ou évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.
L153-41 (Modification de droit commun)	Si le dossier n'est pas inclus dans les cas de l'article L. 153-31 : Le PLU peut alors faire l'objet d'une modification s'il s'agit de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. Si le projet a pour effet : - De majorer les droits à construire de plus de 20 % - De diminuer les possibilités de construire - De réduire la surface d'une zone U ou AU Il est soumis à enquête publique. En dehors des cas mentionnés à l'article L153-41, le projet de PLU peut être adopté selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.	Non	La modification du PLU ne diminue pas les droits à construire de plus de 20%. L'évolution du PLU ne réduit pas la surface d'une zone U ou AU.
L153-45 (Modification simplifiée)		OUI	La modification du PLU ne diminue pas les droits à construire de plus de 20%. L'évolution du PLU ne réduit pas la surface d'une zone U ou AU.

Il répond donc à la procédure de modification simplifiée décrite à l'article L153-45 du code de l'urbanisme.

CHAPITRE 2. Modification simplifiée du PLU

2.1 Évolution du règlement graphique

Le règlement graphique évolue afin d'intégrer le secteur UIb au sein de la zone UI. Ce secteur, situé à proximité de la RN4 au lieu-dit « Maison Blanche », englobe une partie du foncier occupé par l'entreprise Eurovia et le restaurant routier. Une partie du secteur créée se trouve dans la zone bleue du PPRI. Dans cette partie, les dispositions réglementaires du PPRI s'appliquent et réduisent considérablement les possibilités de construire.

D'autres modifications ont été réalisées sur le règlement graphique. Elles permettent d'améliorer la lisibilité du plan de zonage et de faciliter la lecture croisée avec les autres documents (règlement littéral et OAP) du PLU, d'informer les particuliers sur des nuisances et de faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme. A ce titre, des figurés ont été ajoutés. Les modifications apportées sont détaillées ci-dessous :

- Des couleurs pour les différentes zones et les surfaces en eau ont été ajoutées à titre informatif sur le règlement graphique pour une meilleure lecture.
- Le secteur affecté par le bruit le long de la RN4 est modifié afin de se conformer aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024, classant la RN4 en catégories 2 et 3 sur la commune de Blacy. Le secteur affecté par le bruit correspond à une bande de 250 mètres de part et d'autre de la route pour la catégorie 2 et de 100 mètres pour la catégorie 3.
- Un secteur affecté par le bruit lié au passage de la voie ferrée est ajouté sur le plan de zonage. Celui-ci fait référence à l'arrêté préfectoral du 24 août 2022. La commune de Blacy est concernée par le passage de la ligne n°70000 « Noisy-le-Sec à Strasbourg, segment n°1031/73 ». Cette infrastructure a été classée catégorie 2. Le secteur affecté par le bruit est de 250 mètres de part et d'autre de la voie ferrée. Cet ajout permet de porter l'information sur les normes d'isolation acoustique à respecter pour les projets de construction dans ces secteurs.

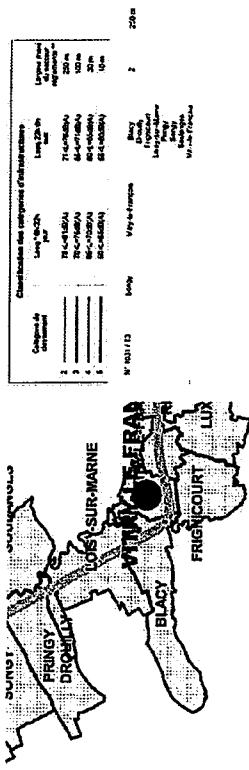


Figure 1. Classement sonore des infrastructures de transports terrestres – Extrait de l'arrêté préfectoral du 24 août 2022 – Source : DDT 51

- Les secteurs concernés par des Orientations d'Aménagement sont matérialisés au règlement graphique (plan de zonage) tel que le prévoit l'article R.151-6 du Code de l'urbanisme. Cet ajout permet de faciliter la lecture croisée entre le règlement graphique et les orientations d'aménagement. Cela facilite également l'instruction des autorisations d'urbanisme en informant directement le pétitionnaire et l'instructeur des droits du sols sur la présence d'une orientation d'aménagement à laquelle il devra se référer pour la réalisation et l'autorisation du projet.
- Bien que les emplacements réservés n'aient pas été modifiés, leur surface a évolué, et plus particulièrement celle de l'emplacement réservé n°10 ayant pour objet « Elargissement déviation route nationale ». En effet, l'emplacement réservé n°10, d'une surface annoncée de 170 000 m² dans le rapport de présentation du PLU (page 57) est passé à une surface de 429 442 m², soit 42,9 ha. La superficie réelle de cet ER est bien de 429 442 m². La surface annoncée dans le rapport de présentation du PLU en vigueur est fautive. Cela a été modifiée afin de faire apparaître la superficie réelle de l'emplacement réservé n°10. Les autres superficies ont également évolué à la marge. Ces écarts constatés entre les superficies annoncées dans le rapport de présentation et ceux énoncés dans le nouveau règlement graphique issu de la modification sont liés aux évolutions des Systèmes d'Information Géographique, donnant des résultats plus précis. Le tableau de la superficie des zones de la page 57 du rapport de présentation du PLU est remplacé par le tableau ci-dessous, mentionnant les nouvelles surfaces des emplacements réservés.

N°	Surface	Objet	Bénéficiaire
ER n°1	750 m²	Création d'un parking	Commune
ER n°2	2200 m²	Création d'un aménagement	Commune
ER n°3	465 m²	Elargissement de voirie (2m)	Commune
ER n°4	430 m²	Elargissement de voirie (2m)	Commune
ER n°5	640 m²	Elargissement de voirie (2m)	Commune
ER n°6	605 m²	Création d'un diversaire d'usage	Commune
ER n°7	3100 m²	Création d'un diversaire d'usage	Commune
ER n°8	400 m²	Création d'un accès (10m)	Commune
ER n°9	215 m²	Création d'un contre-allée	Commune
ER n°10	170 000 m²	Elargissement de voirie (projet de déviation)	Commune

Figure 2. Tableau récapitulatif des surfaces des emplacements réservés – Extrait du rapport de présentation (page 57)

N°	Surface	Objet	Bénéficiaire
ER n°1	2022 m²	Création voirie de 2m d'empierre	Commune
ER n°2	2318 m²	Création d'un aménagement	Commune
ER n°3	412 m²	Elargissement voirie de 2m d'empierre	Commune
ER n°4	401 m²	Elargissement voirie de 2m d'empierre	Commune
ER n°5	628 m²	Elargissement voirie de 2m d'empierre	Commune
ER n°6	622 m²	Création d'un diversaire orange	Commune
ER n°7	3214 m²	Création d'un diversaire orange	Commune
ER n°8	468 m²	Création d'un accès de 10m	Commune
ER n°9	212 m²	Création d'une contre-allée de 4m	Commune
ER n°10	429442 m²	Elargissement déviation route nationale	Commune

Figure 3. Tableau récapitulatif des surfaces des emplacements réservés – Extrait du nouveau règlement graphique

- La légende « Ensemble arboré protégé au titre de l'article L.123-1,7° du Code de l'Urbanisme » fait référence à un article du code de l'urbanisme qui n'est plus en vigueur. La légende est modifiée afin de mettre à jour les dispositions et faire référence à l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

2.1.1 Plan de zonage initial

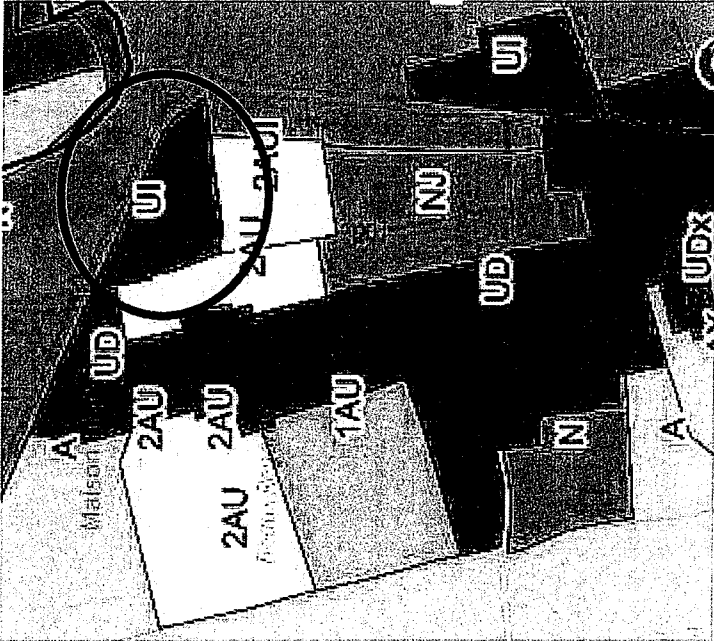


Figure 4. Extrait du plan de zonage initial – Secteur UI

2.1.2 Plan de zonage modifié

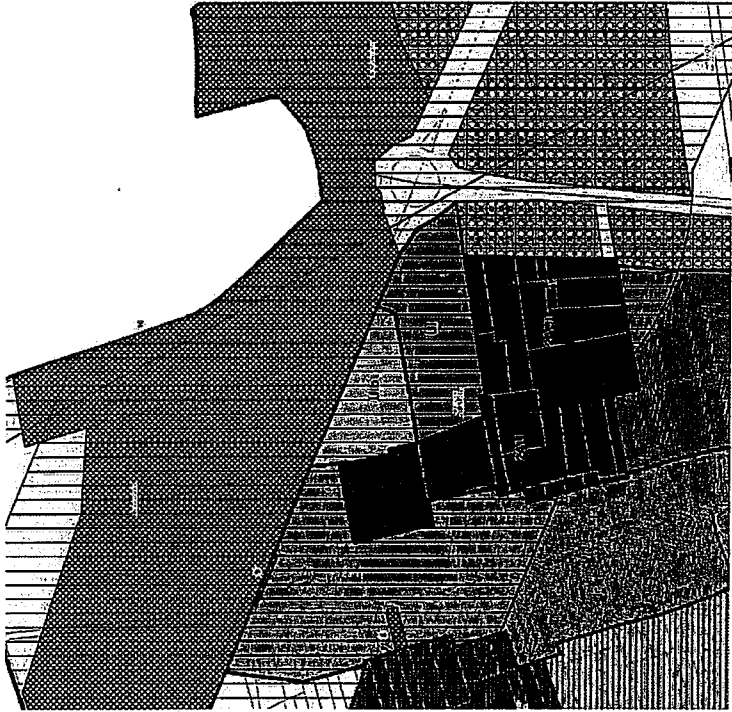


Figure 5. Extrait du plan de zonage modifié avec création du secteur U1b

2.2 Évolution du règlement écrit

Toutes les évolutions du règlement sont présentées et expliquées ci-dessous. Elles portent principalement sur des mises à jour des dispositions réglementaires afin de faciliter son application lors des autorisations d'urbanisme. Ces évolutions permettent également de répondre aux besoins communaux en matière de développement en apportant plus de souplesse sur certaines thématiques. Sur le paysage, les règles s'assouplissent afin de correspondre à la réalité architecturale observée sur le territoire, tout en garantissant l'intégration des futures constructions dans leur environnement.

- Faire évoluer les règles de volumétrie (dans la limite de 20%) pour permettre la densification des espaces urbanisés.

En zone UD, l'emprise au sol des constructions augmente et permet de densifier davantage la zone urbanisée.

Dans les zones UC et 1AU, une précision a été ajoutée concernant la règle de hauteur des constructions. Le règlement actuel ne différencie pas les constructions à vocation d'habitat et d'activités. La nouvelle règle précise que la hauteur au faîtage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres pour les constructions à vocation d'habitat et 12 mètres pour les activités. Cette évolution favorise l'intégration des futures constructions dans leur environnement. La commune est caractérisée par des maisons anciennes de type R+1 mais aussi des maisons modernes de plain-pied. Les hauteurs varient entre 3 et 11 mètres. Cette hauteur permet donc de réaliser des projets cohérents avec les formes urbaines environnantes.

La commune souhaite maintenir et développer l'activité économique sur son territoire. A proximité du pôle d'emploi de Vitry-le-François, Blacy a un rôle à jouer dans le développement des activités économiques et de l'emploi. Selon l'INSEE, en 2021, 212 emplois sont recensés sur le territoire. Au total, 38 établissements économiquement actifs sont recensés en 2021. Le secteur de commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration est le plus représenté, suivi du secteur de l'industrie et celui de la construction. Afin de ne pas freiner les projets de développement économique, la commune a souhaité assouplir la règle de hauteur à destination des bâtiments d'activité. Ces bâtiments nécessitent un volume bâti plus important mais qui doit rester compatible avec les constructions environnantes.



En zone Uj, une distinction est faite pour l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives en fonction du type de construction. La règle de retrait minimum de 5 mètres est conservée sauf pour les bureaux, les commerces et les habitations qui pourront s'implanter en limite ou en retrait d'au moins 3 mètres comme dans les autres zones urbaines mixtes. Ces dispositions vont permettre d'augmenter la densité de la zone d'activités économiques.

Seules les modifications apportées à l'article 9 « emprise au sol » et l'article 10 « hauteur maximale des constructions » ont un impact sur les possibilités de construction. Les évolutions apportées aux autres articles n'offrent pas de nouvelles possibilités de construction et n'influent pas sur la majoration de 20 % des possibilités de construire. Les nouvelles règles concernant l'implantation des constructions n'octroient pas de nouvelles possibilités de construire et portent sur les constructions annexes de moins de 20 m² de surface de plancher. Ces constructions disposaient de la même réglementation que les constructions principales auparavant, ce qui pouvait contraindre leur intégration. Les évolutions apportées aux articles 1 et 2 n'autorisent pas de nouvelles constructions. Elles apportent simplement des compléments sur les types d'occupations des sols interdits ou autorisés sous conditions.

Dans les zones UC et 1AU, la hauteur des constructions à vocation d'habitat n'est pas modifiée. Elle est maintenue à 10 mètres de hauteur. La hauteur est légèrement augmentée pour les constructions à vocation d'activités (+2 mètres). Cette augmentation ne dépasse pas 20%.

$$\begin{aligned} \text{Taux d'évolution (\%)} &= \frac{[\text{hauteur finale} - \text{hauteur initiale}] / \text{hauteur initiale}}{100} * 100 \\ &= \frac{[(12 - 10) / 10] * 100}{100} \\ &= (2/10) * 100 \\ &= 0,2 * 100 \\ &= 20\% \end{aligned}$$

En zone UD, seule la règle d'emprise au sol évolue dans la limite des 20% autorisés par le champ d'application de la procédure de modification simplifiée. La hauteur des constructions est maintenue à 10 mètres pour toutes les destinations et sous-destinations de constructions.

$$\begin{aligned} \text{Taux d'évolution (\%)} &= \frac{[\text{emprise au sol finale} - \text{emprise au sol initiale}] / \text{emprise au sol initiale}}{100} * 100 \\ &= \frac{[(60 - 50) / 50] * 100}{100} \\ &= (10/50) * 100 \\ &= 0,2 * 100 \\ &= 20\% \end{aligned}$$

- Prendre en compte les nuisances

Dans les zones UD, Uj, A et N, une modification a été apportée concernant les prescriptions acoustiques dans une bande de 200 mètres de part et d'autre de la RN4. Le règlement écrit ne fait plus mention de cette obligation car le règlement graphique reporte cette prescription. De plus, la distance était erronée dans la version initiale du PLU. L'arrêté préfectoral du 24/07/2001 réglementant le bruit aux abords du tracé des routes nationales annexé au PLU est mis à jour par l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres. La RN4 est maintenant classée en

catégorie 2 (250 mètres) et en catégorie 3 (100 mètres). Cet arrêté préfectoral est annexé au PLU (cf. paragraphe traitant de la mise à jour des annexes).

La règle concernant la bande d'inconstructibilité engendrée par la RN4, route classée à grande circulation, est modifiée. Celle-ci était plus restrictive que les dispositions des articles L111-6 et L111-7 du Code de l'urbanisme.

Dans le secteur Uib, le règlement évolue afin de réduire la distance d'implantation par rapport à la RN4. Les constructions doivent s'implanter d'au moins 10 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN4. La diminution du recul minimum de 75 mètres à 10 mètres permet d'éviter la zone inondable et assure ainsi la mise en sécurité des biens et des personnes sur le site économique.

- Permettre le maintien de l'activité agricole

La commune a souhaité autoriser les constructions agricoles dans les zones UC et UD auparavant interdites afin de maintenir l'activité agricole sur le territoire. Les bâtiments agricoles pourront également s'étendre, sans condition de mise aux normes des installations.

L'activité agricole est une activité économique à part entière. Elle doit pouvoir se maintenir sur le territoire. La règle de recul des bâtiments agricoles par rapport aux zones urbaines et à urbaniser est supprimée. Cette règle visait à éloigner les sources de nuisances et à ne pas créer de conflits entre la profession agricole et les habitants. Elle n'a plus vraiment lieu d'être car les installations agricoles les plus nuisantes sont soumises à des régimes spéciaux (régime sanitaire départemental ou installation classée pour la Protection de l'Environnement-ICPE) qui impliquent des reculs vis-à-vis des habitations.

- Prendre en compte les phénomènes d'inondation et protéger les biens et les personnes face à ces risques

Le secteur Uia, qui correspond au site Pinté le long de la RN4, est concerné par les zones inondables. Le règlement interdit les remblais sauf que dans certains cas, ils sont permis par le PPRI. Le règlement évolue pour apporter cette dérogation.

Dans le secteur Ucb, UDa et UDb, les sous-sols sont interdits afin de prendre en compte le risque de remontée de nappes présent sur ces espaces. Cette disposition permet de réduire les conséquences matérielles et humaines potentielles en cas d'inondation.

Les règles du secteur Uia sont modifiées pour rappeler que le PPRI est applicable et que les constructions doivent se conformer à ces prescriptions.

Dans l'ensemble des zones concernées, le règlement écrit fait un renvoi aux dispositions du PPRI (annexé au PLU) afin d'informer les pétitionnaires de l'existence de la servitude d'utilité publique et des risques d'inondation présents.

• Préserver le paysage urbain

Une condition est apportée concernant les affouillements et exhaussements des sols afin de les permettre seulement s'ils sont liés ou nécessaires aux constructions autorisées dans la zone. Il peut être parfois nécessaire et impératif de réaliser ces aménagements afin de par exemple, s'adapter à la topographie du terrain ou réaliser un raccordement aux réseaux publics. Le règlement continue d'interdire les autres types d'affouillements et d'exhaussements des sols (par exemple : installation de stockage de déchets inertes, carrière, etc.).

Les caravanes isolées sont désormais interdites pour des raisons esthétiques, sanitaires, paysagères et sociales.

Des règles sont ajoutées afin d'encadrer l'implantation des constructions de moins de 20 m² de surface de plancher. Elles devront s'implanter à l'alignement ou en retrait d'au moins 1 mètre par rapport à ce dernier. Il s'agit d'un assouplissement par rapport aux dispositions actuelles du PLU pour des constructions d'annexes le plus souvent. Le volume bâti reste petit et sans incidence sur le paysage urbain ou le voisinage. Une règle est également ajoutée pour stipuler que l'implantation des piscines est libre.

Les règles concernant l'aspect extérieur des constructions ont été assouplies compte tenu de la diversité dans les formes urbaines et architecturales des constructions existantes dans le village. Toutefois, les règles mises en place restent garantes de la bonne intégration des constructions dans leur environnement. Le paysage urbain de la commune est assez hétérogène, mêlant constructions anciennes, constructions type des années 70-80-90 et des constructions récentes. Le bâti récent présente une architecture différente de celle retrouvée sur les constructions anciennes. Le règlement stipule que le projet peut être refusé ou n'être accepté s'il porte atteinte au caractère ou à l'intérêt de son environnement. A travers ces évolutions, la commune recherche à simplifier l'instruction des autorisations d'urbanisme tout en conservant les principaux codes de l'architecture locale.

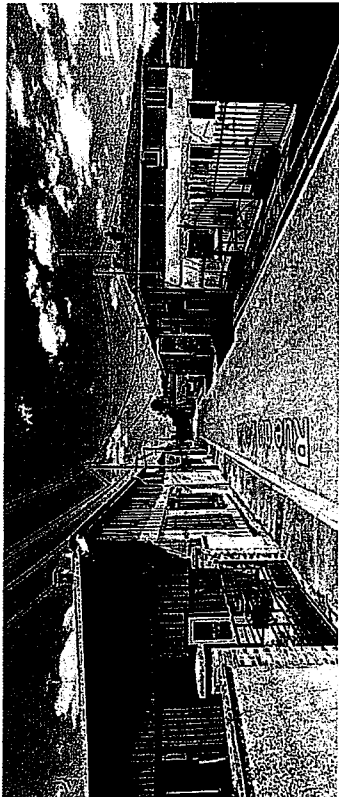


Figure 6. Typologie du bâti dans le centre ancien de Blacy – Source : Google Maps

Des dérogations concernant les extensions des clôtures existantes qui ne respectent pas les règles édictées par le PLU ont été ajoutées. Les clôtures peuvent ainsi être prolongées dans le même aspect (sauf si

matériaux laissés à nu) et à la même hauteur au maximum que la clôture existante. Cette nouvelle règle permet de conserver un traitement uniforme des clôtures.

Les règles sur la hauteur des clôtures sont supprimées. Les zones A et UI sont susceptibles d'accueillir des volumes bâtis plus importants. Une clôture plus haute et bien réalisée permettra d'intégrer les constructions agricoles ou d'activités dans leur environnement, réduisant ainsi leur visibilité depuis les espaces publics et urbanisés.

Afin de favoriser la réhabilitation du bâti ancien sur la commune, la règle de stationnement est supprimée. L'obligation de réaliser des places de stationnement est conservée pour les nouvelles constructions.

• Protéger la ressource en eau

En zone A, il est ajouté la possibilité de se munir d'une alimentation autonome conforme aux normes sanitaires en vigueur en l'absence de réseau public d'eau potable. Cela permet de donner une marge de manœuvre plus importante pour certains projets tout en garantissant la qualité de l'eau et sa conformité.

Le règlement évolue pour préciser que les dispositifs d'assainissement doivent être conformes à la réglementation et au schéma d'assainissement afin d'éviter les problématiques de pollution des eaux souterraines et de surface.

Le règlement évolue afin de rendre obligatoire la mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales à la parcelle (récupération, infiltration, etc.). Ces dispositions contribuent à la recharge des nappes phréatiques et permettent de limiter les phénomènes d'inondation.

• Améliorer la compréhension du règlement et faciliter l'instruction des dossiers d'autorisation d'urbanisme

Dans le secteur Uda, des précisions techniques sont apportées pour l'extension des annexes et dépendances. La règle actuelle stipule qu'elles peuvent s'étendre dans la limite de 30 % de la surface existante. Afin de faciliter la compréhension de cette règle, les notions de surface de plancher et d'emprise au sol ont été ajoutées.

La règle concernant l'emprise des voies nouvelles est modifiée dans les zones U et AU. En effet, le règlement actuel ne différencie pas les voies nouvelles à double sens et à sens unique. L'emprise minimale pour toutes les voies est donc de 8.5 mètres minimum. L'évolution de la règle permet de maintenir cette emprise minimale pour les voies nouvelles à double sens et de réduire à 5 mètres l'emprise des voies nouvelles à sens unique. Cette évolution permet d'avoir un dimensionnement des voies nouvelles plus cohérent avec l'ensemble du maillage routier communal actuel. Ces emprises minimales permettent également une circulation fluide au sein de la commune et au sein des futures opérations d'aménagement.

Des dérogations concernant les prolongements de façade des constructions existantes, les reconstructions à l'identique après sinistre ou démolition, les équipements publics ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques sont ajoutées dans le règlement. Pour la zone UI, ces règles existaient déjà, seule la notion de démolition a été ajoutée.

Les règles des zones 2AU et 2AUj sont supprimées dans la mesure où ces zones ne sont pas ouvertes à l'urbanisation. Le cas échéant, un règlement devra être établi si la collectivité décide de les ouvrir à l'urbanisation.

En zone N, les notions de « surface de plancher » et « d'emprise au sol » ont été ajoutées pour les abris de jardins et à animaux afin de faciliter la compréhension de la règle.

Les dispositions de l'article R111-27 sont ajoutées dans la zone N et permettent d'encadrer les projets de construction dans cette zone.

En zone UI, les règles de stationnement par type de constructions sont supprimées. La notion de « SH08 » n'existe plus. Cette évolution doit permettre d'assurer le maintien et le développement des activités économiques.

2.2.1 Evolution du règlement de la zone UC

Les modifications apportées apparaissent en rouge dans la partie « Règlement modifié (extrait) ».

■ Règlement Initial (extrait)

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES (U)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UC

Caractère de la zone :

Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone U les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

La zone UC correspond au tissu urbain du centre du village caractérisé par une continuité bâtie. Le secteur UCh correspond au bas du village. Elle est desservie par les réseaux et est destinée notamment aux constructions à usage d'habitation, de commerce, d'artisanat, de service ainsi qu'aux exploitations agricoles.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE UC 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- toute construction de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- les nouvelles constructions ou installations agricoles,
- les constructions ou installations industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées, situées sur une parcelle n'accueillant pas l'habitation principale,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les sites destinés à un stockage collectif,
- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

ARTICLE UC 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage artisanal et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sont admises à condition qu'elles n'engendrent ni de risques ou de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs) ni de périmètre de protection dépassant les limites de l'unité foncière concernée par le projet.

Les extensions des constructions agricoles existantes sont admises à condition d'être rendues nécessaires par une mise aux normes des constructions actuelles.

ARTICLE UC 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.
- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.

Voirie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,
- l'emprise des voies nouvelles doit être de 8,5 mètres minimum.

ARTICLE UC 4 : DESSEITE PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.
- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.
- Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.
- En l'absence de réseau public ou en cas d'impossibilité technique de se raccorder (hors installation d'une pompe de relevage), dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.

- eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...).

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.

ARTICLE UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à l'alignement ou avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UC 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites séparatives sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UC 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur au faîtage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres.

La hauteur des extensions ou reconstructions après sinistre des constructions existantes ne respectant pas ces règles ne doit pas excéder la hauteur initiale.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UC 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

La suite de l'article ne s'applique pas :

- aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

Facades

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, bacs aciers préfabriqués sont interdits.

Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.

Menuiserie

Les volets roulants sont autorisés si le coffre n'est pas en saillie de la façade.

Toitures

Les toitures-terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.

La pente des toits doit être au maximum de 35°, sauf extension d'une construction existante, et la toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou marron.

Au niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés avec une pente maximale de 45°.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

Les matériaux présentant l'aspect de la plaque béton sont interdits pour les clôtures en façade de rue.

En outre, dans le secteur UCb sont interdits les sous-sols.

ARTICLE UC 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, il est exigé 2 places de stationnement minimum par logement.

Dans le cas d'une réhabilitation d'une construction ancienne présentant des contraintes (configuration de la parcelle, surface libre...), une seule place peut être exigée.

■ Règlement modifié (extrait)

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES (U)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UC

Caractère de la zone :

Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone U les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

La zone UC correspond au tissu urbain du centre du village caractérisé par une continuité bâtie. Le secteur UCb correspond au bas du village. Elle est desservie par les réseaux et est destinée notamment aux constructions à usage d'habitation, de commerce, d'artisanat, de service ainsi qu'aux exploitations agricoles.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE UC 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- toute construction de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- ~~les nouvelles constructions ou installations agricoles;~~
- les constructions ou installations industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme, hors ceux liés ou nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées, ~~situées sur une parcelle n'accueillant pas l'habitation principale;~~
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

ARTICLE UC 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage artisanal et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement non soumises à autorisation ~~déclarative~~ sont admises à condition qu'elles n'engendrent ni de risques ou de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs) ni de périmètre de protection dépassant les limites de l'unité foncière concernée par le projet.

~~Les extensions des constructions agricoles existantes sont admises à condition d'être rendues nécessaires par une mise aux normes des constructions actuelles.~~
Dans le secteur UCb sont interdits les sous-sols.

ARTICLE UC 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.
- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.

Voirie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à double sens est fixée à ~~déjà être de~~ 8,5 mètres minimum,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à sens unique est fixée à 5 mètres.

ARTICLE UC 4 : DESSERTA PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.
- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.
- Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être

raccordée au réseau public d'assainissement.

En l'absence de réseau public ou en cas d'impossibilité technique de se raccorder (hors installation d'une pompe de relevage), dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.

En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux pluviales : ~~les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...)~~

~~Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.~~
La mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération, infiltration, etc.) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.

ARTICLE UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à l'alignement ou avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront s'implanter à l'alignement ou en retrait d'au moins 1 mètre par rapport à ce dernier.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UC 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées en limites séparatives ou avec un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites séparatives sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront

être implantées en limite séparative ou en retrait d'au moins 1 mètre des limites sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UC 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur au faîtage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres pour les constructions à vocation d'habitat et de 12 mètres pour les activités.

La hauteur des extensions ou reconstructions après sinistre des constructions existantes ne respectant pas ces règles ne doit pas excéder la hauteur initiale.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UC 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

La suite de l'article ne s'applique pas :

- aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

Facades

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, bases-aciers-préfabriqués galvanisés brutes sont interdits, sauf pour les bâtiments d'activités.

Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.

Ménisserie

Les volets roulants sont autorisés et le coffre n'est pas en saillie de la façade.

Toitures

Les toitures terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.

La pente des toits doit être au maximum de 35° sauf extension d'une construction existante, et la toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou marbre.

At niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés avec une pente maximale de 45°.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

Les matériaux présentant l'aspect de la plaque béton sont interdits pour les clôtures en façade de rue.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux extensions des clôtures existantes qui ne respectent pas ces règles. Elles peuvent être prolongées dans le même aspect (sauf si matériaux laissés à nu) et la même hauteur au maximum que la clôture existante.

En outre, dans le secteur UCb sont interdits les sous-seils.

ARTICLE UC 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, il est exigé 2 places de stationnement minimum par logement.

Dans le cas d'une réhabilitation d'une construction ancienne présentant des contraintes (configuration de la parcelle, surface libre,...), une seule place peut être exigée.

2.2.2 Evolution du règlement de la zone UD

Les modifications apportées apparaissent en rouge dans la partie « Règlement modifié (extrait) ».

■ Règlement initial (extrait)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UD

Caractère de la zone :

Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone U les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Cette zone correspond à la partie agglomérée du village desservie par les réseaux et destinée notamment aux constructions à usage d'habitation, de commerce, d'artisanat, de services. Le secteur UDa correspond à la partie basse du hameau des Indes, le secteur UDb délimite le bas du village et le secteur UDX le périmètre de protection du captage d'eau potable.

Dans une bande de 200 mètres de part et d'autre de la RN 4, les constructions à usage d'habitations, repos, soins, bureaux et scolaires sont soumises à des prescriptions d'isolement acoustique prévues par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des routes nationales.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE UD 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- toute construction de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- les nouvelles constructions ou installations agricoles,
- les constructions ou installations industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols vus au code de l'urbanisme,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées, situées sur une parcelle n'accueillant pas l'habitation principale,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

Dans le secteur UDa, les constructions sont interdites à l'exception de celles citées à l'article 2.

ARTICLE UD 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage artisanal et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sont admises à condition qu'elles n'engendrent ni de risques ou de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs) ni de périmètre de protection dépassant les limites de l'unité foncière concernée par le projet.

Les extensions des constructions agricoles existantes sont admises à condition d'être rendues nécessaires par une mise aux normes des constructions actuelles.

Dans le secteur UDa sont admises :

- les extensions mesurées pour les annexes et dépendances dans la limite de 30 % de la surface existante,
- l'aménagement des constructions existantes,
- la reconstruction en une seule fois après sinistre ou après démolition jusqu'à égalité d'emprise au sol,
- les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

Dans le secteur UDX, les constructions sont autorisées à condition de recevoir un avis favorable des autorités compétentes en matière de protection des ressources en eau.

ARTICLE UD 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.
- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.

Voirie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,
- l'emprise des voies nouvelles doit être de 8,5 mètres minimum.

ARTICLE UD 4 : DESSERTES PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.
- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.

Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.
- En l'absence de réseau public, dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.
- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.
- En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.
- eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...).
- Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eau usée ne peut être admis.

ARTICLE UD 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites séparatives sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 9 : EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol est limitée à 50% de la surface de l'unité foncière.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

La suite de l'article ne s'applique pas :

- aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

Façades

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, bacs aciers préfabriqués sont interdits.

Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.

Menuiserie

Les volets roulants sont autorisés si le coffre n'est pas en saillie de la façade.

Toitures

Les toitures-terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.

La pente des toits doit être au maximum de 35°, sauf extension d'une construction existante, et la toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou marron.

Au niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés avec une pente maximale de 45°.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur. Les matériaux présentant l'aspect de la plaque béton sont interdits pour les clôtures en façade sur rue.

En outre, dans les sections UDa et UDb sont interdits les sous-sols.

ARTICLE UD 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, il est exigé 2 places de stationnement minimum par logement

Dans le cas d'une réhabilitation d'une construction ancienne présentant des contraintes, une seule

place peut est exigée.

■ Règlement modifié (extrait)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UD

Caractère de la zone :

Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone U les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Cette zone correspond à la partie agglomérée du village desservie par les réseaux et destinée notamment aux constructions à usage d'habitation, de commerce, d'artisanat, de services. Le secteur UDa correspond à la partie basse du hameau des Indes, le secteur UDb délimite le bas du village et le secteur UDX le périmètre de protection du captage d'eau potable.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

Dans une bande de 200 mètres de part et d'autre de la RN 4, les constructions à usage d'habitations, repas, soins, bureaux et ateliers sont soumises à des prescriptions d'isolation acoustique prévues par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des routes nationales.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE UD 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- toute construction de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- les nouvelles constructions ou installations agricoles;
- les constructions ou installations industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme, hors ceux liés ou nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées, situées sur une parcelle n'accueillant pas l'habitation principale;
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

Dans le secteur UDa, les constructions sont interdites à l'exception de celles citées à l'article 2.

ARTICLE UD 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage artisanal et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement non soumises à autorisation ~~déclarées~~ sont admises à condition qu'elles n'engendrent ni de risques ou de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs) ni de périmètre de protection dépassant les limites de l'unité foncière concernée par le projet.

~~Les extensions des constructions agricoles existantes sont admises à condition d'être rendues nécessaires par une mise aux normes des constructions actuelles.~~

Dans le secteur UDa sont admises :

- les extensions mesurées pour les annexes et dépendances dans la limite de 30 % de la surface de plancher et emprise au sol existante,
- l'aménagement des constructions existantes,
- la reconstruction en une seule fois après sinistre ou après démolition jusqu'à égalité d'emprise au sol,
- les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

Dans les secteurs UDa et UDb sont interdits les sous-sols.

Dans le secteur UDX, les constructions sont autorisées à condition de recevoir un avis favorable des autorités compétentes en matière de protection des ressources en eau.

ARTICLE UD 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.
- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.

Voirie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à double sens est fixée à ~~de~~ 8,5 mètres minimum,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à sens unique est fixée à 5 mètres.

ARTICLE UD 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- ~~eau~~ potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes

techniques en vigueur.

- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.
- Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- ~~eaux usées domestiques~~ (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.
- En l'absence de réseau public, dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.
- ~~eaux non domestiques~~ : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.
- En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- ~~eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...).~~

~~Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eau usée ne peut être admis.~~

La mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération infiltration, etc) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.

ARTICLE UD 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront s'implanter à l'alignement ou en retrait d'au moins 1 mètre par rapport à ce dernier.

L'implantation des piscines est libre.

- L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :
- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
 - aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,

- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées en limites séparatives ou avec un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites séparatives sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront s'implanter en limite séparative ou en retrait d'au moins 1 mètre des limites sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 9 : EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol est limitée à 50% 60% de la surface de l'unité foncière.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

La suite de l'article ne s'applique pas :

- aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

Façades

~~Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, boîtes-a-ôres préfabriqués galvanisés brutes sont interdits sauf pour les bâtiments d'activités.~~

~~Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.~~

Menuisèrie

Les volets roulants sont autorisés si le coffre n'est pas en saillie de la façade.

Toitures

Les toitures-terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.

La pente des toits doit être au maximum de 35°, sauf extension d'une construction existante, et la toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou matron.
Au niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés avec une pente maximale de 45°.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur. Les matériaux présentant l'aspect de la plaque béton sont interdits pour les clôtures en façade sur rue.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux extensions des clôtures existantes qui ne respectent pas ces règles. Elles peuvent être prolongées dans le même aspect (sauf si matériaux laissés à nu) et la même hauteur au maximum que la clôture existante.

En outre, dans les secteurs UDa et UDb sont interdites les sous-sols.

ARTICLE UD 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, il est exigé 2 places de stationnement minimum par logement.

Dans le cas d'une réhabilitation d'une construction antérieure présentant des contraintes, une seule place peut être exigée.

2.2.3 Evolution du règlement de la zone UI

Les modifications apportées apparaissent en rouge dans la partie « Règlement modifié (extrait) ».

■ Règlement initial (extrait)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UI

Caractère de la zone :

La zone UI couvre l'emprise d'activités existantes et les terrains libres qui permettent d'agrandir ces entreprises ou d'accueillir de nouvelles activités artisanales ou commerciales.

Un secteur U1a est créé spécifiquement pour le site Pinté en fonction de ses spécificités, notamment au regard de la zone inondable.

Dans une bande de 200 mètres de part et d'autre de la RN 4, les constructions à usage d'habitations, repos, soins, bureaux et scolaires sont soumises à des prescriptions d'isolement acoustique prévues par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des routes nationales.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de loissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE UI 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- les constructions agricoles,
- les constructions à vocation de sports et loisirs,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les aires de jeux et de sports ouvertes au public visées par le code de l'urbanisme,
- les remblais en secteur U1a.

ARTICLE UI 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage d'habitation et leurs dépendances sont autorisées à condition d'être destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance et le gardiennage des établissements et services de la zone et d'être intégrées ou accolées au bâtiment d'activités.

Les constructions à usage d'activités sont autorisées à condition que leur périmètre d'isolement ne dépasse pas l'unité foncière concernée par le projet et qu'elles ne compromettent pas la constructibilité de la zone UD ou I AU limitrophe.

Dans le secteur U1a, inondable, sont admis :

- la reconstruction après démolition à condition que la surface d'emprise au sol initiale ne soit pas

- augmentée et que le premier plancher fonctionnel ou habitable soit situé au-dessus de la cote de la crue de référence,
- l'extension limitée des constructions existantes pour mise aux normes sous réserve que le premier plancher fonctionnel ou habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de la crue de référence;
 - le changement de destination à condition d'être destiné à un usage commercial ou à un usage industriel ou de service public ou d'intérêt général.

ARTICLE UI 4 : DESSERTER PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.

- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.
- Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.
- En l'absence de réseau public ou en cas d'impossibilité technique de se raccorder (hors installation d'une pompe de relevage), dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.

En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...).

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eau usée ne peut être admis.

Autres réseaux :

Les ensembles de constructions et les lotissements doivent être dotés de réseaux d'électricité basse tension et de télécommunication enterrés, sauf en cas d'impossibilité technique.

Il en est de même pour le réseau de télédistribution dans le cas où une distribution collective est nécessaire pour assurer une bonne réception.

ARTICLE UI 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN 4, exceptées les constructions liées aux infrastructures routières, aux services publics nécessitant la proximité de l'infrastructure, aux bâtiments d'exploitation agricole et aux réseaux d'intérêt public.

L'implantation des constructions doit se faire avec un recul minimal de 5 mètres par rapport aux autres voies et emprises publiques.

Une distance supérieure peut être imposée si les conditions de sécurité l'exigent.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UI 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent observer un recul minimum de 5 mètres par rapport aux limites séparatives, et de 20 mètres par rapport aux limites de la zone UD ou 2 AU.

Une distance supérieure peut être imposée si les conditions de sécurité l'exigent.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UI 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Concernant les habitations :

Facades

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, bacs aciers préfabriqués sont interdits.

Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.

Menuiserie

Les volets roulants sont autorisés si le coffre n'est pas en saillie de la façade.

Toitures

Les toitures-terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.

Pour les constructions à usage d'habitation, la pente des toits doit être au maximum de 35° et la toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou marron, à l'exception des constructions existantes pour lesquelles l'extension doit respecter les caractéristiques initiales.

Au niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés avec une pente maximale de 45°.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

ARTICLE UI 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Il est imposé 2 places de stationnement par logement, 60% de la SHOB pour les bureaux, 10% de la SHOB pour les ateliers et dépôts.

■ Règlement modifié (extrait)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UI

Caractère de la zone :

La zone UI couvre l'emprise d'activités existantes et les terrains libres qui permettent d'agrandir ces entreprises ou d'accueillir de nouvelles activités artisanales ou commerciales.

Un secteur U1a est créé spécifiquement pour le site P'inté en fonction de ses spécificités, notamment au regard de la zone inondable.

Un secteur U1b est créé spécifiquement pour Maison Blanche, comportant les bureaux de l'entreprise de travaux publics et le restaurant implantés le long de la RN4.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

Dans une bande de 200 mètres de part et d'autre de la RN4, les constructions à usage d'habitations, repos, soins, bureaux et solaires sont soumises à des prescriptions d'isolement acoustique prévues par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des routes nationales.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE UI 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- les constructions agricoles,
- les constructions à vocation de sports et loisirs,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les aires de jeux et de sports ouvertes au public visées par le code de l'urbanisme,
- les remblais en secteur U1a autres que ceux autorisés par le PPRI.

ARTICLE UI 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage d'habitation et leurs dépendances sont autorisées à condition d'être destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance et le gardiennage des établissements et services de la zone et d'être intégrées ou accolées au bâtiment d'activités.

Les constructions à usage d'activités sont autorisées à condition que leur périmètre d'isolement ne dépasse pas l'unité foncière concernée par le projet et qu'elles ne compromettent pas la constructibilité de la zone UD ou l'AU limitrophe.

Dans le secteur U1a, inondable, sont admis :

- la reconstruction après démolition à condition que la surface d'emprise au sol initiale ne soit pas augmentée et que le premier plancher fonctionnel ou habitable soit situé au-dessus de la cote de la zone de référence, soit conforme aux dispositions du PPRI
- l'extension limitée des constructions existantes pour mise aux normes sous réserve que le premier plancher fonctionnel ou habitable de l'extension soit situé au-dessus de la cote de la zone de référence soit conforme aux dispositions du PPRI;
- le changement de destination à condition d'être destiné à un usage commercial ou à un usage industriel ou de service public ou d'intérêt général et conforme au PPRI.

ARTICLE UI 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.

En secteur U1a, en l'absence de réseau public de distribution d'eau potable, une alimentation autonome conforme aux normes sanitaires en vigueur est admise.

- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.
Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.
En l'absence de réseau public ou en cas d'impossibilité technique de se raccorder (hors installation d'une pompe de relevage), dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

eaux non domestiques : l'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.

En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...).

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eau usée ne peut être admis.

La mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération, infiltration, etc.) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.

Autres réseaux :

Les ensembles de constructions et les lotissements doivent être dotés de réseaux d'électricité basse tension et de télécommunication enterrés, sauf en cas d'impossibilité technique.
Il en est de même pour le réseau de télédistribution dans le cas où une distribution collective est nécessaire pour assurer une bonne réception.

ARTICLE UI 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

En dehors des espaces urbanisés, aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN 4 exceptées les constructions liées aux infrastructures routières, aux services publics nécessitant la proximité de l'infrastructure, aux bâtiments d'exploitation agricole, et aux réseaux d'intérêt public et aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique. Cette règle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au

changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Dans le secteur U1b, les constructions doivent s'implanter en retrait d'au moins 10 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN4.

L'implantation des constructions doit se faire avec un recul minimal de 5 mètres par rapport à l'alignement des autres voies et emprises publiques.

Une distance supérieure peut être imposée si les conditions de sécurité l'exigent.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre ou démolition, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UI 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

~~Les constructions doivent observer un recul minimum de 5 mètres par rapport aux limites séparatives et de 20 mètres par rapport aux limites de la zone UJ ou 2 AU.~~

Les constructions à usage de bureaux, commerces ou habitations doivent être implantées en limites séparatives ou avec un recul minimum de 3 mètres par rapport à ces dernières.

Les autres constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres.

Une distance supérieure peut être imposée si les conditions de sécurité l'exigent.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UI 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

~~Généralment les habitations :~~

Facades

~~Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant~~

l'aspect des tôles métalliques, bases-rochers préfabriqués galvanisés brutes sont interdits sauf pour les bâtiments d'activités.

Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.

Menuiserie

Les volets roulants sont autorisés si le coffre n'est pas en saillie de la façade.

Toitures

Les toitures-terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.

Pour les constructions à usage d'habitation, la pente des toits doit être au maximum de 25° et la toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou marron, à l'exception des constructions existantes pour lesquelles l'extension doit respecter les caractéristiques initiales.

Au niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés avec une pente maximale de 45°.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

ARTICLE UI 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Il est imposé 2 places de stationnement par logement, 60% de la SHOB pour les bureaux, 10% de la SHOB pour les ateliers et dépôts.

2.2.4 Évolution du règlement de la zone 1AU

Les modifications apportées apparaissent en rouge dans la partie « Règlement modifié (extrait) ».

■ Règlement initial (extrait)

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER (AU)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE I AU

Il s'agit d'une zone à urbaniser non ou insuffisamment équipée destinée à l'extension de l'habitat et des activités sous forme organisée. Les constructions y sont subordonnées à la réalisation des équipements de desserte. Toute construction est admise à condition de ne pas compromettre l'aménagement de la zone et de respecter les Orientations d'Aménagement.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.



ARTICLE I AU 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- toute construction de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- les constructions ou installations agricoles,
- les constructions ou installations industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

ARTICLE I AU 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage artisanal et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sont admises à condition qu'elles n'engendrent ni de risques ou de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs) ni de périmètre de protection dépassant les limites de l'unité foncière concernée par le projet.

Toute construction est admise à condition de ne pas compromettre l'aménagement de la zone et de respecter les Orientations d'Aménagement.

Commune de Blacé- Notice de présentation – Additif au rapport de présentation	
ARTICLE 1 AU 3 : ACCES ET VOIRIE	
Accès :	
<ul style="list-style-type: none">- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.	
Voirie :	
<ul style="list-style-type: none">- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,- l'emprise des voies nouvelles doit être de 8,5 mètres minimum.	
ARTICLE 1 AU 4 : DESSERTÉ PAR LES RESEAUX	
Alimentation en eau potable :	
<ul style="list-style-type: none">- <u>eau potable</u> : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.- <u>eau à usage non domestique</u> : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes. <p>Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques permettant l'alimentation de leur activité.</p>	
Assainissement :	
<ul style="list-style-type: none">- <u>eaux usées domestiques</u> (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement. <p>En l'absence de réseau public, dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.</p>	
<ul style="list-style-type: none">- <u>eaux non domestiques</u> : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur. <p>En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.</p>	
<ul style="list-style-type: none">- <u>eaux pluviales</u> : les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...).	
Commune de Blacé- Notice de présentation – Additif au rapport de présentation	
<p>Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eau usée ne peut être admis.</p>	
ARTICLE 1 AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES	
<p>Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.</p>	
<p>Cet article ne s'applique pas aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.</p>	
<p>En dehors des espaces urbanisés, aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN 4 exceptées les constructions liées aux infrastructures routières, aux services publics nécessitant la proximité de l'infrastructure, aux bâtiments d'exploitation agricole et aux réseaux d'intérêt public.</p>	
ARTICLE 1 AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES	
<p>Les constructions doivent être implantées avec un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites séparatives sur lesquelles elles ne sont pas implantées.</p>	
<p>Cet article ne s'applique pas aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.</p>	
ARTICLE 1 AU 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS	
<p>La hauteur au faîtage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres.</p>	
<p>Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.</p>	
ARTICLE 1 AU 11 : ASPECT EXTERIEUR	
<p>Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p>	
<p>La suite de l'article ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none">- aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif,- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.	
Facades	
<p>Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, bacs aciers préfabriqués sont interdits.</p>	
<p>Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une</p>	
	Dossier Audité Urbanisme - 22075105 – 26/09/2024
	Dossier Audité Urbanisme - 22075105 – 26/09/2024
45	46

certaine unité.

Menuiserie

Les volets roulants sont autorisés si le coffre n'est pas en saillie de la façade.

Toitures

Les toitures-terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.

Pour les constructions à usage d'habitation, la pente des toits doit être au maximum de 35° et la toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou marron.

Au niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés avec une pente maximale de 45°.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

Les matériaux présentant l'aspect de la plaque béton sont interdits pour les clôtures en façade sur rue.

■ Règlement modifié (extrait)

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER (AU)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE I AU

Il s'agit d'une zone à urbaniser non ou insuffisamment équipée destinée à l'extension de l'habitat et des activités sous forme organisée. Les constructions y sont subordonnées à la réalisation des équipements de desserte. Toute construction est admise à condition de ne pas compromettre l'aménagement de la zone et de respecter les Orientations d'Aménagement.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE I AU 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- toute construction de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- les constructions ou installations agricoles,
- les constructions ou installations industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme, hors ceux liés ou nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,

- les caravanes isolées, situées sur une parcelle n'accueillant pas l'habitation principale,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

ARTICLE I AU 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage artisanal et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement non soumises à autorisation ~~déclarées~~ sont admises à condition qu'elles n'engendrent ni de risques ou de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs) ni de périmètre de protection dépassant les limites de l'unité foncière concernée par le projet.

Toute construction est admise à condition de ne pas compromettre l'aménagement de la zone et de respecter les Orientations d'Aménagement.

ARTICLE I AU 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.
- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.

Voirie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à double sens est fixée à ~~doit être de~~ 8,5 mètres ~~minimum~~
- l'emprise minimale des voies nouvelles à sens unique est fixée à 5 mètres.

ARTICLE I AU 4 : DESERTE PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.
 - eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.
- Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la

réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.
En l'absence de réseau public, dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.
En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux pluviales : ~~les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...)~~

~~Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eau usée ne peut être admis.~~

La mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération, infiltration, etc.) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.

ARTICLE 1 AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront s'implanter à l'alignement ou en retrait d'au moins 1 mètre par rapport à ce dernier.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

~~Cet article ne s'applique pas aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.~~

En dehors des espaces urbanisés, aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN 4 exceptées les constructions liées aux infrastructures routières, aux services publics nécessitant la proximité de l'infrastructure, aux bâtiments d'exploitation agricole, aux réseaux d'intérêt public et aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique. Cette règle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

ARTICLE 1 AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées en limites séparatives ou avec un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites séparatives sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront être implantées en limite séparative ou en retrait d'au moins 1 mètre des limites sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

~~Cet article ne s'applique pas aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.~~

ARTICLE 1 AU 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur au faîtage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres pour les constructions à vocation d'habitat et de 12 mètres pour les activités.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE 1 AU 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

La suite de l'article ne s'applique pas :

- aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

Facades

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, bacs acier préfabriqués galvanisés brutes sont interdits sauf pour les bâtiments d'activités.

Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.

Menuiserie

Les volets roulants sont autorisés si le coffre n'est pas en saillie de la façade.

Toitures

Les toitures terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.

Pour les constructions à usage d'habitation, la pente des toits doit être au maximum de 35° et la toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou marron.

Au niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés avec une pente maximale de 45°.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

Les matériaux présentant l'aspect de la plaque béton sont interdits pour les clôtures en façade sur rue.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux extensions des clôtures existantes qui ne respectent pas ces règles. Elles peuvent être prolongées dans le même aspect (sauf si matériaux laissés à nu) et la même hauteur au maximum que la clôture existante.

2.2.5 Évolution du règlement de la zone 2 AU

Les modifications apportées apparaissent en rouge dans la portée « Règlement modifié (extrait) ».

■ Règlement initial (extrait)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 2 AU

Cette zone de réserve a pour vocation, à terme, d'accueillir des zones d'habitat.

ARTICLE 2AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions principales (sauf annexes et dépendances) édifiées en bordure de voie publique, doivent s'implanter avec un recul au moins égal à la différence d'altitude entre tout point de la construction et le point le plus proche de l'alignement opposé.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Leur implantation est libre.

ARTICLE 2AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

A moins que le bâtiment ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Leur implantation est libre.

■ Règlement modifié (extrait)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 2 AU

Cette zone de réserve a pour vocation, à terme, d'accueillir des zones d'habitat.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

ARTICLE 2AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions principales (sauf annexes et dépendances) édifiées en bordure de voie publique, doivent s'implanter avec un recul au moins égal à la différence d'altitude entre tout point de la construction et le point le plus proche de l'alignement opposé.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Leur implantation est libre.

N'est pas réglementé

ARTICLE 2AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

A moins que le bâtiment ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Leur implantation est libre. N'est pas réglementé.

2.2.6 Évolution du règlement de la zone 2 AUI

Les modifications apportées apparaissent en rouge dans la partie « Règlement modifié (extrait) ».

■ Règlement initial (extrait)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 2 AUI

Cette zone a pour vocation, à terme, d'accueillir le développement des activités économiques.

ARTICLE 2AUI 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions principales (sauf annexes et dépendances) édifiées en bordure de voie publique, doivent s'implanter avec un recul au moins égal à la différence d'altitude entre tout point de la construction et le point le plus proche de l'alignement opposé.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Leur implantation est libre.

ARTICLE 2AUI 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

A moins que le bâtiment ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Leur implantation est libre.

■ Règlement modifié (extrait)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 2 AUI

Cette zone a pour vocation, à terme, d'accueillir le développement des activités économiques.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

ARTICLE 2AUI 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions principales (sauf annexes et dépendances) édifiées en bordure de voie publique, doivent s'implanter avec un recul au moins égal à la différence d'altitude entre tout point de la construction et le point le plus proche de l'alignement opposé.

~~Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Leur implantation est libre.~~

N'est pas réglementé

ARTICLE 2AUI 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

~~A moins que le bâtiment ne joigne la limite parcellaire, la distance oemptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.~~

~~Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Leur implantation est libre.~~
N'est pas réglementé.

2.2.7 Évolution du règlement de la zone A

Les modifications apportées apparaissent en rouge dans la partie « Règlement modifié (extrait) ».

■ **Règlement initial (extrait)**

TITRE IV

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES (A)

Caractère de la zone :

Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles.

Un secteur Ax est délimité dans le village pour préserver la ressource en eau potable.

Dans une bande de 200 mètres de part et d'autre de la RN 4, les constructions à usage d'habitations, repos, soins, bureaux et scolaires sont soumises à des prescriptions d'isolement acoustique prévues l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des routes nationales.

Rappel

- Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable dans les espaces boisés classés figurant au plan,
- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE A 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- les constructions ou installations artisanales ou industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées, situées sur une parcelle n'accueillant pas l'habitation principale,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières.

Toutes les constructions sont interdites à moins de 100 mètres des zones UD, I AU, 2 AU et N.

ARTICLE A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage d'habitation et leurs dépendances sont autorisées à condition d'être nécessaires à une activité agricole et construites simultanément ou postérieurement à une construction agricole existante.

Sont également autorisés :

Commune de Blaisy- Notice de présentation – Additif au rapport de présentation		Commune de Blaisy- Notice de présentation – Additif au rapport de présentation	
<p>- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement agricoles à condition que leur périmètre d'isolement ne compromette pas l'urbanisation des zones U et AU,</p> <p>- les activités piscicoles et aquacoles nécessaires à ces activités,</p> <p>- les affouillements et exhaussements des sols à condition d'être nécessaires aux activités admises dans la zone,</p> <p>- la construction, l'extension, l'aménagement ou la reconstruction après sinistre de bâtiments et d'installations affectés à l'accueil et au développement d'activités agro-touristiques complémentaires à l'exploitation agricole si ils sont situés sur le siège même de l'exploitation agricole et à moins de 100 mètres de l'habitation de l'exploitant ou de l'un des bâtiments qui la composent,</p> <p>- les constructions à usage de commerces et bureaux à condition d'être nécessaires à une exploitation agricole existante,</p> <p>- tout type de construction ou installation à condition d'être nécessaire à la recherche, à la production et à l'exploitation des ressources énergétiques.</p>		<p>ARTICLE A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</p> <p>Aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN 4 exceptées les constructions liées aux infrastructures routières, aux services publics nécessitant la proximité de l'infrastructure, aux bâtiments d'exploitation agricole et aux réseaux d'intérêt public.</p> <p>L'implantation des bâtiments d'exploitation agricole doit se faire avec un recul minimal de 75 mètres par rapport à l'axe de la RN 4.</p> <p>Pour les autres voies, l'implantation doit se faire avec un retrait d'au moins 20 mètres par rapport aux emprises des voies communales et routes départementales,</p> <p>Une distance supérieure peut être demandée si les conditions de sécurité l'exigent.</p> <p>Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.</p>	
<p>ARTICLE A 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX</p> <p>Alimentation en eau potable :</p> <p>- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Le branchement est à la charge du constructeur. Une alimentation autonome conforme aux normes sanitaires en vigueur est admise.</p> <p>- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.</p> <p>Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques permettant l'alimentation de leur activité.</p> <p>Assainissement :</p> <p>- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.</p> <p>En l'absence de réseau public, dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.</p> <p>- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.</p> <p>En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.</p> <p>- eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...). Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eau usée ne peut être admis.</p>		<p>ARTICLE A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES</p> <p>Les constructions doivent s'implanter avec un recul au moins égal à 3 mètres par rapport aux limites séparatives.</p> <p>L'ensemble de ces dispositions, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière, ne s'applique pas aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles.</p> <p>Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.</p>	
<p>ARTICLE A 11 : ASPECT EXTERIEUR</p> <p>Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>Concernant les habitations :</p> <p><u>Facades</u> Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, bacs aciers préfabriqués sont interdits.</p> <p>Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.</p> <p><u>Menuiserie</u></p>		<p>ARTICLE A 11 : ASPECT EXTERIEUR</p> <p>Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>Concernant les habitations :</p> <p><u>Facades</u> Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, bacs aciers préfabriqués sont interdits.</p> <p>Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.</p> <p><u>Menuiserie</u></p>	
Commune de Blaisy- Notice de présentation – Additif au rapport de présentation		Commune de Blaisy- Notice de présentation – Additif au rapport de présentation	
Dossier Audité Urbanisme - 22075105 – 26/09/2024		Dossier Audité Urbanisme - 22075105 – 26/09/2024	
57		58	

Les volets roulants sont autorisés si le coffre n'est pas en saillie de la façade.
Toitures
Les toitures-terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.

Pour les constructions à usage d'habitation, la pente des toits doit être au maximum de 35° et la toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou marron, à l'exception des constructions existantes pour lesquelles l'extension doit respecter les caractéristiques initiales.

Au niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés parallèlement la pente.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

■ **Règlement modifié (extrait)**

TITRE IV

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES (A)

Caractère de la zone :

Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles.

Un secteur Ax est délimité dans le village pour préserver la ressource en eau potable.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

~~Dans une bande de 200 mètres de part et d'autre de la RN 4, les constructions à usage d'habitation, repos, soins, bureaux et ateliers sont soumises à des prescriptions d'isolement acoustique prévues l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des routes nationales.~~

Rappel

- Les coupes et abatages d'arbres sont soumis à déclaration préalable dans les espaces boisés classés figurant au plan,
- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE A 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- les constructions ou installations artisanales ou industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme, hors ceux liés ou



- nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées, situées sur une parcelle n'accueillant pas l'habitation principale,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières.

~~Toutes les constructions sont interdites à moins de 100 mètres des zones UD, I-AU, 2-AU et N.~~

ARTICLE A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage d'habitation et leurs dépendances sont autorisées à condition d'être nécessaires à une activité agricole et construites simultanément ou postérieurement à une construction agricole existante.

Sont également autorisés :

- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement agricoles à condition que leur périmètre d'isolement ne compromette pas l'urbanisation des zones U et AU,
- les activités piscicoles et aquacoles nécessaires à ces activités,

~~Les affouillements et exhaussements des sols à condition d'être nécessaires aux activités admises dans la zone;~~

- la construction, l'extension, l'aménagement ou la reconstruction après sinistre de bâtiments et d'installations affectés à l'accueil et au développement d'activités agro-touristiques complémentaires à l'exploitation agricole si ils sont situés sur le siège même de l'exploitation agricole et à moins de 100 mètres de l'habitation de l'exploitant ou de l'un des bâtiments qui la composent,

- les constructions à usage de commerces et bureaux à condition d'être nécessaires à une exploitation agricole existante,
- tout type de construction ou installation à condition d'être nécessaire à la recherche, à la production et à l'exploitation des ressources énergétiques.

ARTICLE A 4 : DESSERTES PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- **eau potable** : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Le branchement est à la charge du constructeur. En l'absence de réseau public de distribution d'eau potable, une alimentation autonome conforme aux normes sanitaires en vigueur est admise.

- **eau à usage non domestique** : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.

Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- **eaux usées domestiques** (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit



être raccordée au réseau public d'assainissement.
En l'absence de réseau public, dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- **eaux non domestiques** : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.
En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- **eaux pluviales** : les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...)
La mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération, infiltration, etc.) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.
Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eau usée ne peut être admis.

ARTICLE A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPIRES PUBLIQUES

En dehors des espaces urbanisés, aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN 4 exceptées les constructions liées aux infrastructures routières, aux services publics nécessitant la proximité de l'infrastructure, aux bâtiments d'exploitation agricole, et aux réseaux d'intérêt public et aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique. Cette règle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

~~L'implantation des bâtiments d'exploitation agricole doit se faire avec un recul minimal de 75 mètres par rapport à l'axe de la RN 4.~~

Pour les autres voies, l'implantation doit se faire avec un retrait d'au moins 20 5 mètres par rapport aux emprises des voies communales et routes départementales,

Une distance supérieure peut être demandée si les conditions de sécurité l'exigent.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,

- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière.

ARTICLE A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter avec un recul au moins égal à 3 mètres par rapport aux limites séparatives.

L'ensemble de ces dispositions, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière, ne s'applique pas aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles.

~~Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.~~

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE A 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

Concernant les habitations :

Facades

~~Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu. Les matériaux présentant l'aspect des tôles métalliques, boîtes en tôle préfabriquées galvanisées brutes sont interdits sauf pour les bâtiments d'activités.~~

~~Le traitement des murs des bâtiments principaux et des annexes et dépendances doit présenter une certaine unité.~~

Menuiserie

~~Les volets roulants sont autorisés si le coffre n'est pas en saillie de la façade.~~

Toitures

~~Les toitures-terrasses sont interdites, sauf en cas de toiture végétalisée.~~

~~Pour les constructions à usage d'habitation, la pente des toits doit être au maximum de 35° et la~~

toiture doit présenter l'aspect de la tuile rouge, flammée ou marron, à l'exception des constructions existantes pour lesquelles l'extension doit respecter les caractéristiques initiales.

Au niveau du toit, les éléments permettant la production d'énergie renouvelable, tels que les panneaux solaires, doivent être installés parallèlement la pente.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

2.2.8 Évolution du règlement de la zone N

Les modifications apportées apparaissent en rouge dans la partie « Règlement modifié (extrait) ».

■ Règlement initial (extrait)

Caractère de la zone :

Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N est une zone de protection face aux risques d'aléas naturels et de préservation du patrimoine environnemental et paysager communal.

Deux secteurs sont identifiés, Nj secteur de jardins et Nx pour protéger le captage d'eau potable.

Dans une bande de 200 mètres de part et d'autre de la RN 4, les constructions à usage d'habitations, repos, soins, bureaux et scolaires sont soumises à des prescriptions d'isolement acoustique prévues l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des routes nationales.

ARTICLE N 9 : EMPRISE AU SOL

L'emprise des abris de jardins et à animaux est limitée à 20 m².

ARTICLE N 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

N'est pas réglementé.

■ Règlement modifié (extrait)

Caractère de la zone :

Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N est une zone de protection face aux risques d'aléas naturels et de préservation du patrimoine environnemental et paysager communal.

Deux secteurs sont identifiés, Nj secteur de jardins et Nx pour protéger le captage d'eau potable.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

Dans une bande de 200 mètres de part et d'autre de la RN 4, les constructions à usage d'habitations, repos, soins, bureaux et scolaires sont soumises à des prescriptions d'isolement acoustique prévues l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des routes nationales.

ARTICLE N 9 : EMPRISE AU SOL

L’emprise des abris de jardins et à animaux est limitée à 20 m² de surface de plancher et emprise au sol.

ARTICLE N 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

N’est pas réglementé:

Le projet peut être refusé ou n’être accepté que sous réserve de l’observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l’aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l’intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu’à la conservation des perspectives monumentales.

2.3 Mise à jour des annexes du PLU

L’arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des routes nationales est remplacé par l’arrêté préfectoral du 17 janvier 2024.

L’arrêté préfectoral du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des voies ferrées est remplacé par l’arrêté préfectoral du 24 août 2022.

CHAPITRE 3. Justifications et impacts de la modification simplifiée du PLU

3.1 Economie générale

Cette modification ne remet pas en cause l’économie générale du document. Les modifications apportées permettent une meilleure compréhension du règlement écrit et répondent à des besoins identifiés en matière d’activité économique.

3.2 Espaces agricoles

Cette modification n’entraîne aucun impact sur les espaces agricoles. Les modifications apportées lors du toilettage du règlement écrit n’ont pas vocation à offrir de nouvelles possibilités de construction sur les espaces agricoles. Les règles plus lisibles, viennent donner une marge de manœuvre plus importante aux constructions présentes dans les zones A. La gestion des eaux pluviales est renforcée afin de favoriser l’infiltration et la bonne gestion des eaux.

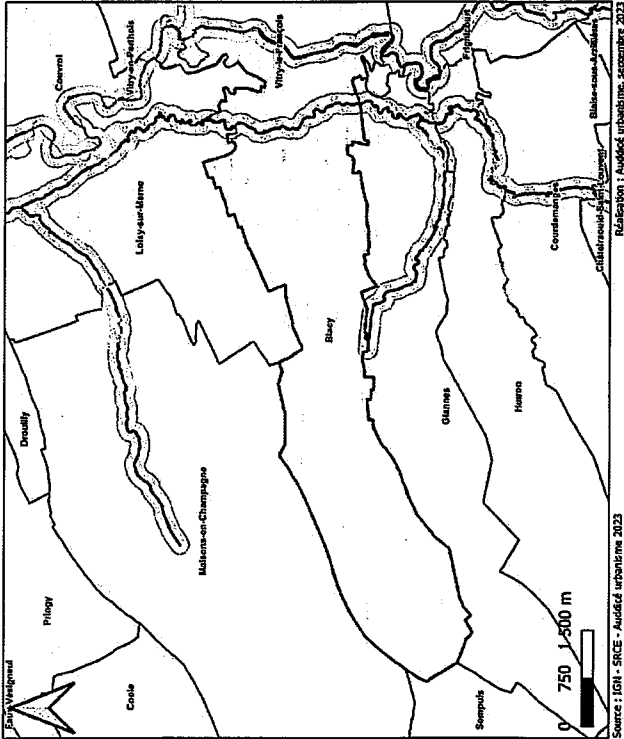
3.3 Espaces naturels

■ La trame verte et bleue (TVB)

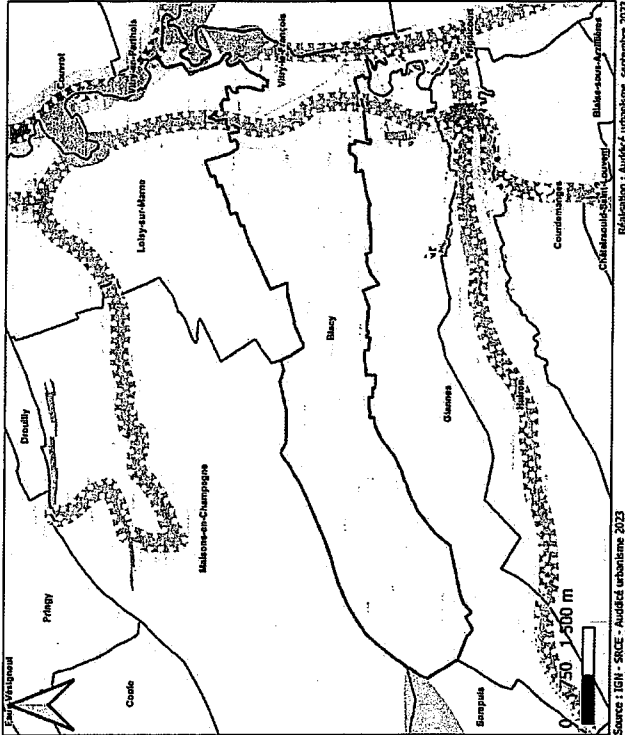
La TVB sur la commune de Blacy est composée de :

- La sous-trame des milieux boisés : plusieurs réservoirs de biodiversité sont identifiés à l’Est du territoire communal. Deux corridors écologiques des milieux boisés traversent la commune. Le premier suit les limites communales à l’Est et le cours d’eau de la Marne. Le deuxième suit également un cours d’eau, celui de la Guenelle. Ils traversent tous les deux la commune du Nord au Sud sur la partie Est du territoire.
- Un corridor écologique multi-trame au Nord-Est du territoire. Une petite partie se trouve sur le finage communal de Blacy. Aucun réservoir de biodiversité multi-trame n’est recensé sur le territoire.
- Un réservoir de biodiversité des milieux ouverts est identifié à l’Ouest de la commune. Son périmètre n’intersecte pas les limites communales de Blacy mais est collé à celles-ci.
- Deux corridors écologiques des milieux humides (à restaurer et à préserver) : le corridor écologique des milieux humides à restaurer suit le cours d’eau de la Guenelle. Il traverse la commune du Nord-Est au Sud-Est. Un corridor écologique à préserver se situe à l’Est de la commune, dont une petite partie se trouve sur le territoire de Blacy. Ce corridor écologique longe les limites communales Est et suit le cours d’eau de la Marne. De nombreux réservoirs de biodiversité des milieux humides sont identifiés à l’Est du territoire à proximité de la commune de Vitry-le-François.

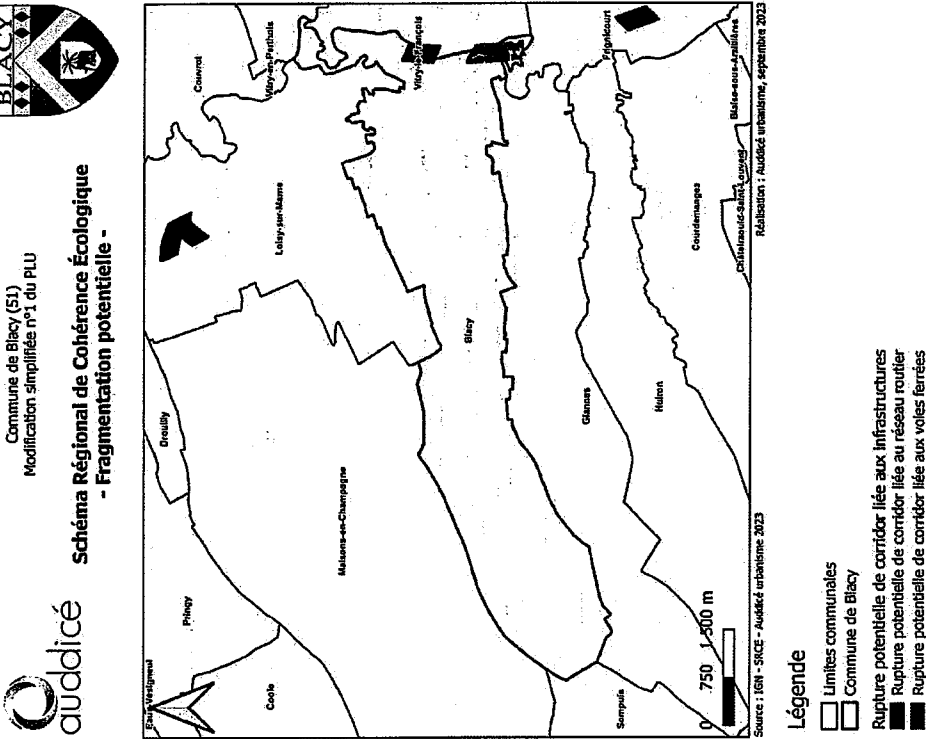
Au regard des modifications apportées dans le règlement littéral et graphique du PLU, aucune incidence n’est prévue sur la TVB et ses composantes.



- Légende**
- Limites communales
 - Commune de Blacy
 - Obscure à l'écoulement dans les cours d'eau (ROE – v6 mai 2014)
 - Plan d'eau de plus 1 ha
 - Corridor écologique des milieux humides
 - Corridor écologique des milieux humides à préserver
 - Corridor écologique des milieux humides à restaurer
 - Trame des milieux aquatiques
 - Trame aquatique à préserver
 - Trame aquatique à restaurer
 - Réservoir de biodiversité des milieux humides à préserver



- Légende**
- Limites communales
 - Commune de Blacy
 - Corridor écologique des milieux boisés
 - Corridor écologique des milieux boisés à préserver
 - Corridor écologique des milieux boisés à restaurer
 - Bordure de corridor
 - Corridor écologique des milieux ouverts
 - Corridor écologique des milieux ouverts à préserver
 - Corridor écologique des milieux ouverts à restaurer
 - Bordure de corridor
 - Corridor écologique multi-trame (milieux boisés et milieux ouverts)
 - Corridor écologique multi-trame à préserver
 - Corridor écologique multi-trame à restaurer
 - Bordure de corridor
 - Réservoir de biodiversité des milieux boisés à préserver
 - Réservoir de biodiversité des milieux ouverts à préserver



■ Les espaces protégés

- > Site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est identifié sur le territoire communal. Le site le plus proche se trouve à plus de 10 kilomètres des limites communales de Blacy. Aucune incidence n'est attendue sur les sites Natura 2000.

- > ZNIEFF de type I

Une ZNIEFF de type I est identifiée sur le territoire, il s'agit de la ZNIEFF « 210008983 bois et rivières de la vallée de la Marne de Vitry-le-François à Couvrot ». Cette ZNIEFF intersecte les limites communales Nord-Est du territoire.

La ZNIEFF de la vallée de la Marne de Vitry-le-François à Couvrot, d'une superficie de plus de 250 hectares, est constituée de milieux riverains typiques de la vallée comprenant des bois alluviaux (une des rares stations de la vallée renfermant encore une forêt alluviale subclimacique bien caractéristique), des peupleraies plantées, des groupements marécageux (roselières, magnocarpiées), des milieux aquatiques divers, des prairies de fauche ou pâturées et quelques cultures. Elle est incluse dans la grande ZNIEFF de type II de la vallée de la Marne entre Vitry-le-François et Épernay.

- > ZNIEFF de type II

Une ZNIEFF de type II est identifiée sur le territoire. Il s'agit de la ZNIEFF « 210008895 vallées de la Marne de Vitry-le-François à Épernay ». Cette ZNIEFF se situe sur toute la partie Est du territoire. Elle représente les espaces naturels présents le long du cours d'eau de la Guenelle et de la Marne.

La vallée du cours moyen de la Marne entre Vitry-le-François et Épernay constitue une grande ZNIEFF de type II de plus de 13 000 hectares possédant des milieux alluviaux encore riches en faune et en flore. Elle comprend 7 ZNIEFF de type I qui regroupent les milieux les plus remarquables et les mieux conservés de cette partie de la vallée. Ce site présente en effet une mosaïque de groupements végétaux très intéressants, dont certains font partie de l'annexe I de la directive Habitats : boisements alluviaux inondables, boisements marécageux, prairies inondables, mégaphorbiaies, magnocarpiées et roselières, groupements aquatiques de la rivière, du canal, des noues et des bras morts, plans d'eau (gravières anciennes ou en activité). Les cultures, les peupleraies (et dans une moindre mesure et les prairies pâturées ou fauchées plus intensives) sont également très représentées sur le territoire de la ZNIEFF.

Les modifications apportées en zone N, dans laquelle se trouve la majorité des ZNIEFF, sont très légères et n'ont pas vocation à impacter ces zones d'intérêt écologique et paysager. Le secteur nouvellement créé n'est pas concerné par les zones d'inventaires.

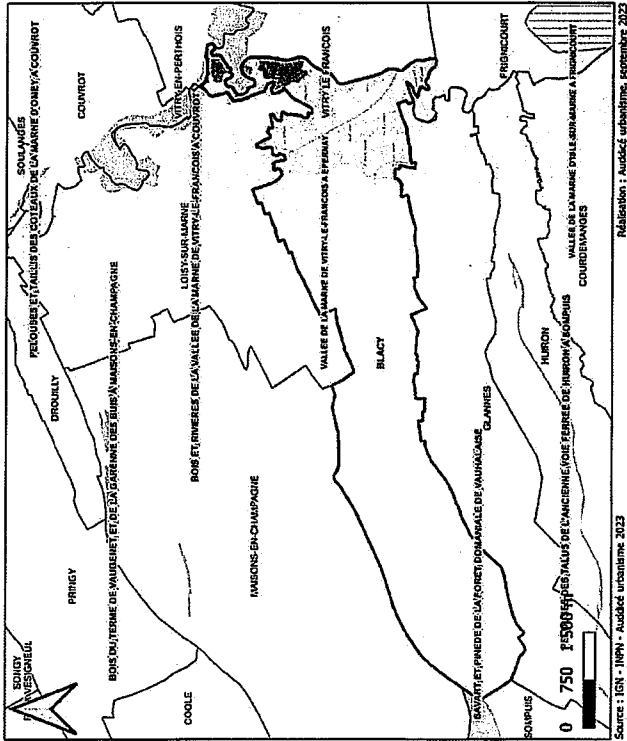
■ Les zones humides

Des zones humides « Loi sur l'eau » sont identifiées de part et d'autre des cours d'eau à l'Est. Par ailleurs, des zones à dominante humide sont identifiées sur un large secteur Est du territoire, comprenant les abords des zones urbanisées.

Les modifications apportées n'ont pas d'incidences sur ces zones humides.



Commune de Blacy (51)
Modification simplifiée n°1 du PLU
**Zones Naturelles d'Intérêt Reconnu
(Hors Natura 2000)**

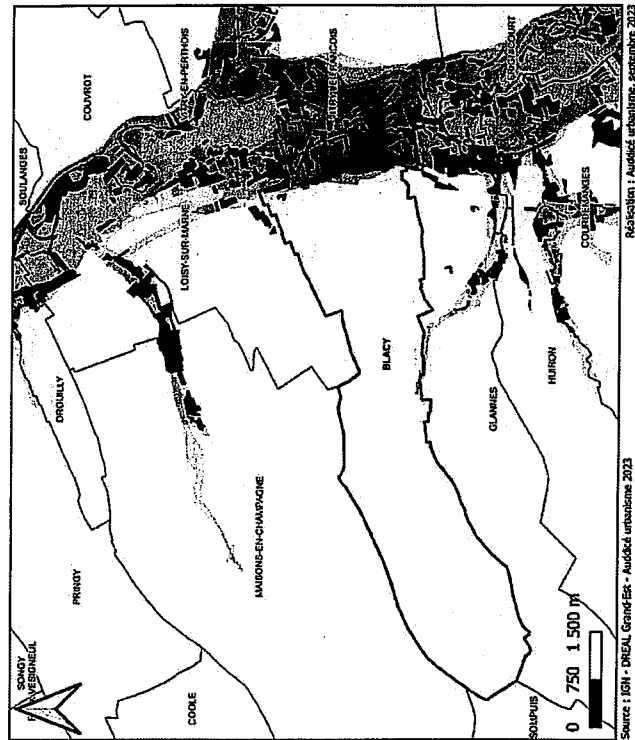


Légende

- Commune de Blacy
- Limites communales
- ZNIEFF de type I
- ZNIEFF de type II
- Zones humides d'importance internationale (RAMSAR)
- Réserves biologiques



Commune de Blacy (51)
Modification simplifiée n°1 du PLU
Localisation des zones humides



Légende

- Commune de Blacy
- Limites communales
- Zones à dominante humide par modélisation
- Zones à dominante humide par diagnostic
- Zones humides "loi sur l'eau"

3.4 Les risques naturels et technologiques

■ Les risques identifiés par le DDRM de la Marne

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) de la Marne approuvé en 2019 identifie plusieurs risques majeurs sur le territoire de Blacy : le risque d'inondation par crue à débordement lent de cours d'eau, le risque de rupture de barrage, de mouvement de terrain et de transport de matières dangereuses. Le risque sismique est mineur sur le territoire communal.

> Le risque inondation

Le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) de Vitry-le-François a été approuvé le 1^{er} décembre 2016. La commune de Blacy est localisée dans le secteur 1 correspondant au bassin versant de la Marne.

La carte de l'aléa inondation de la Marne montre qu'un aléa faible impacte potentiellement les franges Est des espaces urbanisés. Les aléas les plus importants sont recensés aux abords des cours d'eau qui ont été classés en zone N dans le PLU afin de ne pas exposer la population à ce risque. Les modifications apportées en zone N n'ont pas vocation à exposer de nouvelles populations face à ce risque ou accroître la survenance de celui-ci.

En réduisant la marge de recul des constructions de 75 mètres à 10 mètres de l'axe de la RN4, la modification simplifiée du PLU permet d'éviter la zone rouge du PPRI et de mieux prendre en compte les risques d'inondation.

A noter qu'une partie du nouveau secteur U1b crée se trouve dans la zone bleue du PPRI. Les projets de construction devront respecter les dispositions du PPRI.





Figure 7. Zonage réglementaire du PPRI secteur Vitry-le-François

> L'aléa remontée de nappes

Les nappes phréatiques sont également dites « libres », car aucune couche imperméable ne les sépare du sol. Elles sont alimentées par la pluie, dont une partie s'infiltre dans le sol et rejoint la nappe. Lorsque l'eau de pluie atteint le sol, une partie est évaporée. Une seconde partie s'infiltre et est reprise plus ou moins vite par l'évaporation et par les plantes, une troisième s'infiltre plus profondément dans la nappe. Après avoir traversé les terrains contenant à la fois de l'eau et de l'air – qui constituent la zone non saturée (en abrégé ZNS) – elle atteint la nappe où les vides de roche ne contiennent plus que de l'eau, et qui constitue la zone saturée. On dit que la pluie recharge la nappe.

C'est durant la période hivernale que la recharge survient, car :

- les précipitations sont les plus importantes,
- la température y est faible, ainsi que l'évaporation,
- la végétation est peu active et ne prélève pratiquement pas d'eau dans le sol.

À l'inverse durant l'été la recharge est faible ou nulle. Ainsi on observe que le niveau des nappes s'élève rapidement en automne et en hiver, jusqu'au milieu du printemps. Il décroît ensuite en été pour atteindre son minimum au début de l'automne. On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Chaque année en automne, avant la reprise des pluies, la nappe atteint ainsi son niveau le plus bas de l'année : cette période s'appelle l'étiage. Lorsque plusieurs années humides se succèdent, le niveau d'étiage peut devenir de plus en plus haut chaque année, traduisant le fait que la recharge naturelle annuelle de la nappe par les pluies est supérieure à la moyenne, et plus importante que sa vidange annuelle vers les exutoires naturels de la nappe que sont les cours d'eau et les sources.

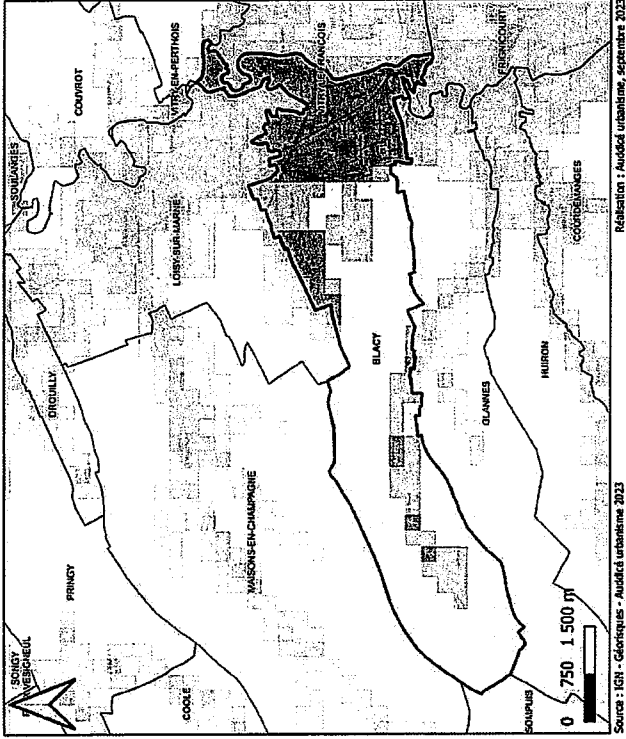
Si dans ce contexte, des éléments pluvieux exceptionnels surviennent, au niveau d'étiage inhabituellement élevé se superposent les conséquences d'une recharge exceptionnelle. Le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol. La zone non saturée est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe.

On conçoit que plus la zone non saturée est mince, plus l'apparition d'un tel phénomène est probable.

On appelle zone « sensible aux remontées de nappes » un secteur dont les caractéristiques d'épaisseur de la Zone Non Saturée, et de l'amplitude du battement de la nappe superficielle, sont telles qu'elles peuvent déterminer une émergence de la nappe au niveau du sol, ou une inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol. Pour le moment en raison de la très faible période de retour du phénomène, aucune fréquence n'a pu encore être déterminée, et donc aucun risque n'a pu être calculé.

La partie Est du territoire est concernée par des zones potentiellement sujettes aux débordements de nappes, dans laquelle on retrouve une partie des espaces urbanisés. Cet aléa fort se trouve à proximité des cours d'eau. Un aléa moyen (zones sujettes aux inondations de caves) est identifié au Nord et à l'Ouest des espaces urbanisés. Le reste du territoire est épargné par cet aléa.

Les modifications apportées ne renforcent pas la survenance de l'aléa et n'expose pas plus de population. Le nouveau secteur Urb se trouve en zone d'aléa fort. Toutefois, celui-ci est déjà urbanisé et des règles spécifiques (notamment le PPRI) s'appliquent pour la prise en compte des inondations.



Source : IGN - Géorisques - Audicé urbanisme 2023
Réalisation : Audicé urbanisme, septembre 2023

Légende

- Commune de Blacy
- Limites communales

Aléa de remontées de nappes

- Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave
- Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave
- Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe

> Le risque de rupture de barrage

Le phénomène de rupture de barrage correspond à une destruction partielle ou totale d'un barrage. Les causes de rupture peuvent être diverses :

- **Techniques** : défaut de fonctionnement des vannes permettant l'évacuation des eaux, vices de conception, de construction ou de matériaux, vieillissement des installations ;
- **Naturelles** : séismes, crues exceptionnelles, glissements de terrain (soit de l'ouvrage lui-même, soit des terrains entourant la retenue et provoquant un déversement sur le barrage) ;
- **Humaines** : insuffisance des études préalables et du contrôle d'exécution, erreurs d'exploitation, de surveillance et d'entretien, malveillance. Le phénomène de rupture de barrage dépend des caractéristiques propres du barrage.

Ainsi, la rupture peut être :

- Progressive dans le cas des barrages en remblais, par érosion régressive, suite à une submersion de l'ouvrage ou à une fuite à travers celui-ci (phénomène de "renard") ;
- Brutale dans le cas des barrages en béton, par renversement ou par glissement d'un ou plusieurs plots.

Une rupture de barrage entraîne la formation d'une onde de submersion se traduisant par une élévation brutale du niveau de l'eau à l'aval.

La commune de Blacy est concernée par le risque de rupture du barrage du lac-réservoir Marne également appelé Lac du Der-Chantecoq, d'une capacité de stockage de 364,5 millions de m³. Les modifications apportées n'ont pas vocation à renforcer ce risque sur la commune ou d'exposer une nouvelle population à celui-ci.

> Le risque de mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est identifié à l'Est de la commune. Il s'agit d'érosion de berges aux abords de la Marne. Une cavité souterraine est identifiée au Nord des espaces urbanisés. Il s'agit d'un ouvrage civil.

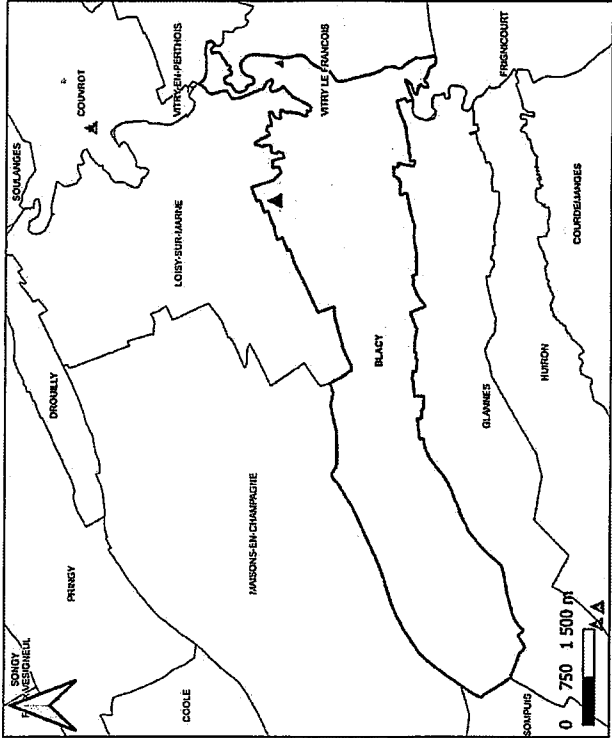
Aucun impact vis-à-vis des modifications apportées au PLU n'est attendu sur ce risque.

> L'aléa retrait/gonflement des argiles

La commune est concernée par un aléa jugé faible de retrait/gonflement des sols argileux sur la partie Est du territoire. Les modifications apportées au PLU n'ont aucun impact.



Commune de Blacy (51)
Modification simplifiée n°1 du PLU
**Présence de cavités souterraines et de
mouvements de terrain**



Source : IGN - Géorisques - Audité urbanisme 2023

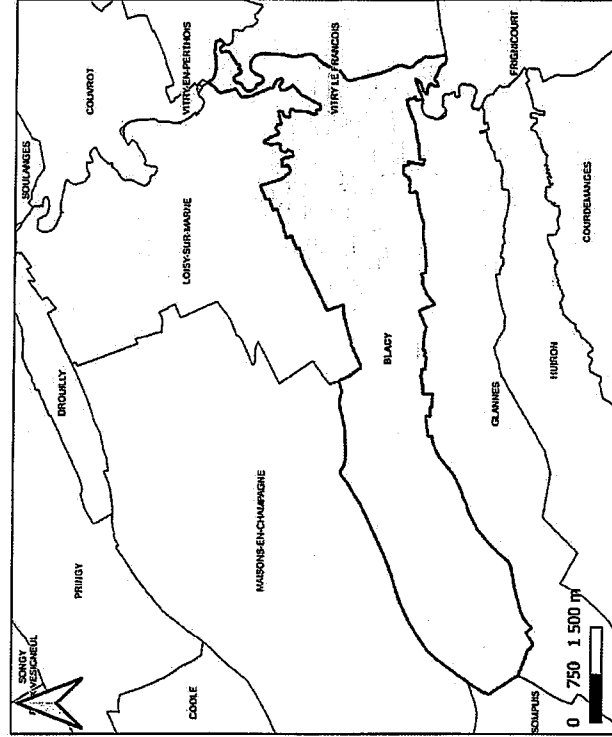
Réalisation : Audité urbanisme, septembre 2023

Légende

- Commune de Blacy
- Limites communales
- Cavités souterraines abandonnées d'origine non minière
 - ▲ naturelle
 - ▲ ouvrage civil
- Mouvements de terrain
 - Glissement
 - ▲ Eboulement
 - ▲ Coulee
 - ▲ Effondrement
 - ▲ Erosion des berges



Commune de Blacy (51)
Modification simplifiée n°1 du PLU
Aléa de retrait-gonflement des argiles



Source : IGN - Géorisques - Audité urbanisme 2023

Réalisation : Audité urbanisme, septembre 2023

Légende

- Commune de Blacy
- Limites communales
- Aléa de retrait-gonflement des argiles
 - Faible
 - Moyen
 - Fort

> Le risque industriel

Les installations industrielles ayant des effets sur l’environnement sont réglementées sous l’appellation Installation Classée pour la Protection de l’Environnement (ICPE). L’exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l’Etat. La carte représente les installations présentes dans la commune.

Trois ICPE sont identifiées sur le territoire, elles se situent à l’Ouest du territoire communal. Elles sont éloignées des espaces urbanisés. Une autre ICPE se trouve à proximité des limites communales de Blacy au niveau de la commune de Maisons-en-Champagne. D’autres ICPE sont présentes sur la commune de Vitry-le-François.

Nom de l'établissement	Commune	Régime en vigueur	Activité	Statut SEVESO
SAS ELEVAGE PORCINIÈRE	BLACY	Autorisation	En exploitation avec titre	Non Seveso
SCEA	BLACY	Enregistrement	En exploitation avec titre	Non Seveso
PORCYNERGIE	BLACY	Autorisation	En exploitation avec titre	Non Seveso
OSTWIND INTERNATIONAL	MAISONS EN CHAMPAGNE	Autorisation	En exploitation avec titre	Non Seveso

> Anciens sites industriels

2 anciens sites industriels et d’activités de service sont recensés sur la commune. Le premier se situe à proximité des limites communales Est du territoire. Le second se trouve au Nord des espaces urbanisés de la commune. De nombreux autres sites se situent sur la commune de Vitry-le-François.

Les modifications apportées au PLU n’ont pas d’impact.

> Établissements susceptibles d’engendrer des pollutions

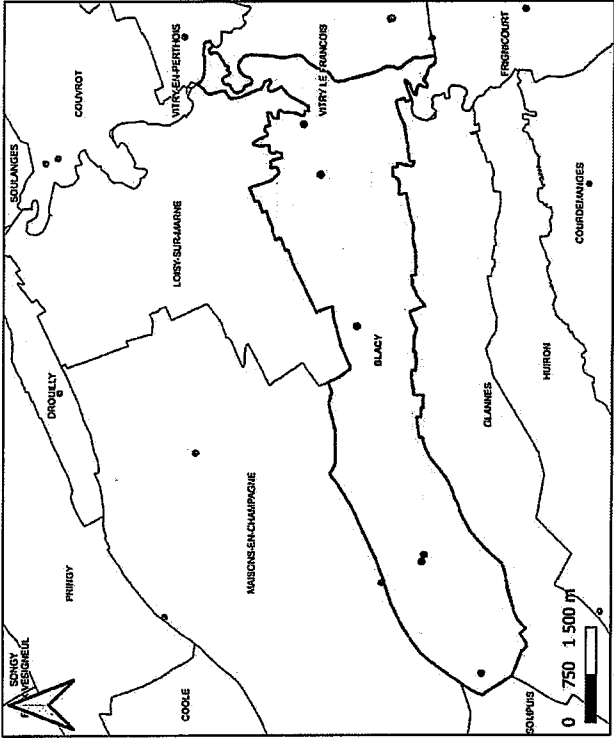
Un établissement susceptible d’engendrer des pollutions est recensé sur la commune. Il s’agit de la « SCEA PORCYNERGIE » située sur la partie Ouest du territoire au sein de terres agricoles.

Les modifications apportées au PLU n’ont pas d’impact.



Commune de Blacy (51)
Modification simplifiée n°1 du PLU

Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement



Source : IGN - Géolocus - Audicé urbanisme 2023

Légende

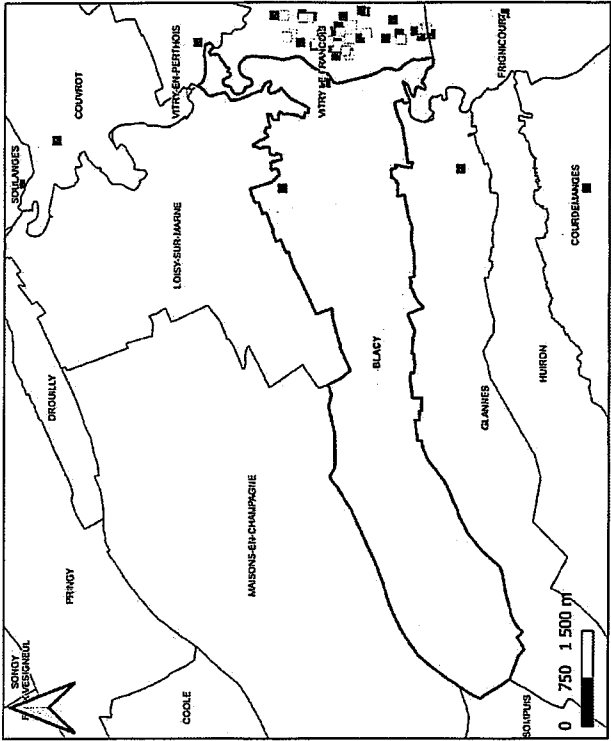
- Commune de Blacy
- Limites communales

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

- Non Seveso
- Seveso seuil bas
- Seveso seuil haut
- Non renseigné



Commune de Blacy (51)
Modification simplifiée n°1 du PLU
Anciens sites industriels et activités de service



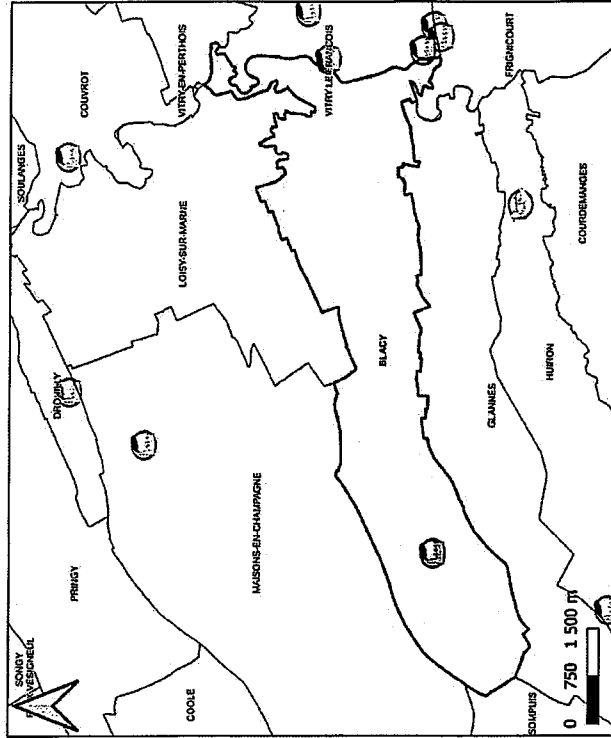
Source : IGN - Géotiques - Audicé urbanisme 2023

Légende

- Commune de Blacy
- Limites communales
- Anciens sites industriels et activités de service - Adresse
- Anciens sites industriels et activités de service-Localisés



Commune de Blacy (51)
Modification simplifiée n°1 du PLU
Établissements susceptibles d'engendrer des pollutions



Source : IGN - Géotiques - Audicé urbanisme 2023

Légende

- Commune de Blacy
- Limites communales
- Établissements susceptibles d'engendrer des pollutions
- Établissements Pollueurs
- Stations d'épuration
- Elevage
- Industries

> Le risque de transport de matières dangereuses

La commune fait face aux risques de transport de matières dangereuses. Ce risque peut se manifester de quatre manières différentes : par gazoduc, voie ferrée, voie navigable et voie routière. La commune est concernée par le risque de transport de matières dangereuses lié au passage de :

- La route départementale D2 traversant le territoire du Nord au Sud et passant à travers les espaces urbanisés et la RN4 traversant la commune sur la partie Nord ;
- La voie ferrée Paris-Strasbourg/Vitry-le-François/Troyes traversant la commune du Nord au Sud-Est sur la partie Est du finage communal ;
- Le gazoduc traversant la commune à l'extrémité Nord-Est de son territoire.

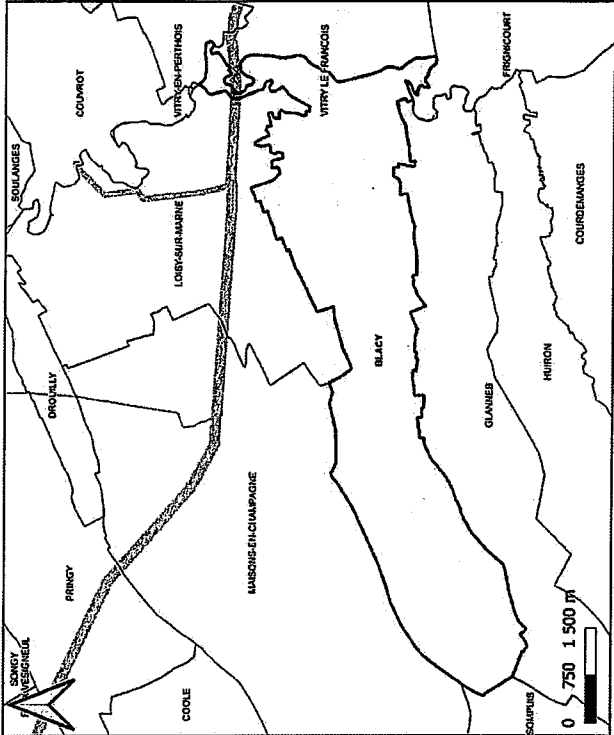
Les modifications apportées au PLU n'ont pas d'impact sur ce risque. Elles n'ont pas vocation à exposer une nouvelle population à ce risque ou d'accroître la survenance de celui-ci.



Commune de Blacy (51)

Modification simplifiée n°1 du PLU

Risque de transport de matières dangereuses - Réseaux et canalisations de gaz



Source : IGN - Géotiques - Audité urbanisme 2023 Réalisation : Audité urbanisme, septembre 2023

Légende

 Commune de Blacy

 Limites communales

 Réseaux et canalisations de gaz

3.5 Paysage

Les modifications apportées dans le règlement littéral n’ont pas d’incidences sur le paysage. Les nouvelles règles offrent une marge de manœuvre plus importante aux particuliers sur le bâti mais celles-ci sont tout de même garantes de la qualité paysagère et architecturale de la commune. D’autres modifications apportées permettent également une meilleure cohésion architecturale au sein des espaces urbanisés. Les règles concernant la hauteur du bâti permettent une meilleure insertion des bâtiments d’activités. Les modifications sont mineures et n’auront pas un fort impact sur le territoire. Certaines de ces modifications ont même un impact positif sur le finage communal.

Le paysage urbain de Blacy est caractérisé par des constructions anciennes, mêlées à des constructions plus récentes (1970-2000) et des constructions très récentes. L’assouplissement des règles d’aspect architectural permet de prendre en compte cette hétérogénéité dans l’aspect et la forme des constructions. La modification doit également permettre de faciliter les projets de réhabilitation et de reconversion du bâti. La collectivité s’assure ainsi de conforter l’identité de son paysage urbain.

Un périmètre délimité des abords de monuments historiques intersecte les limites communales Nord-Est du territoire. Il est engendré par le classement de la Chapelle Saint-Nicolas située sur la commune de Vitry-le-François. Ce périmètre concerne la zone N dans laquelle les modifications sont mineures et n’ont pas vocation à impacter le paysage.

3.6 Déplacements et réseaux

La modification simplifiée n’a pas d’impact sur les déplacements.

Les évolutions réglementaires permettent d’apporter des précisions concernant le dimensionnement des voies nouvelles à double sens et à sens unique. Les nouvelles règles favorisent un dimensionnement plus cohérent des voies nouvelles par rapport au maillage routier communal.

La modification a un impact positif sur les réseaux car elle prend en compte les prescriptions actuelles liées à la gestion des eaux pluviales et impose la mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales.

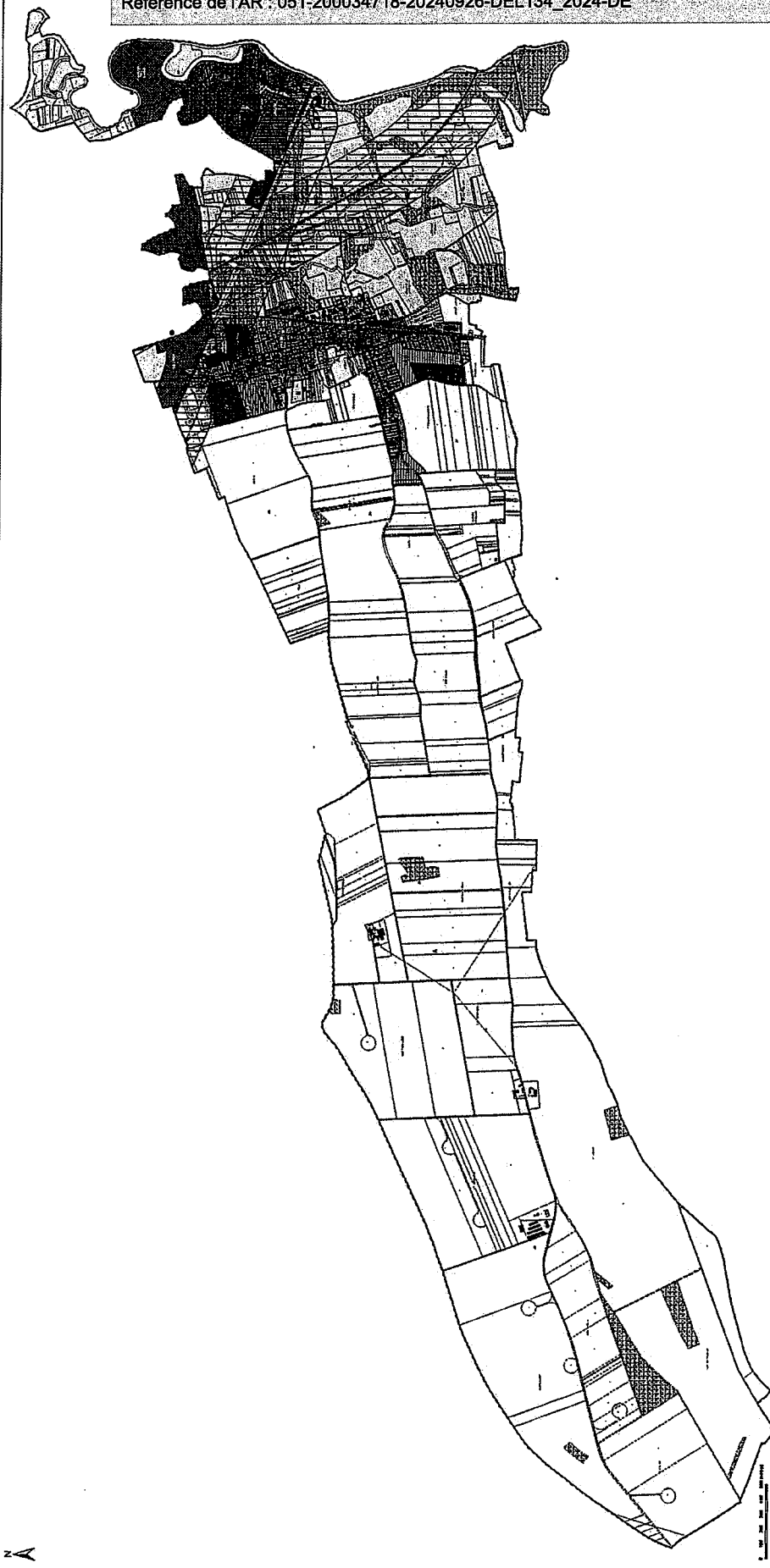
CHAPITRE 4. Adaptations non substantielles du dossier avant son approbation

Conformément aux avis rendus par les personnes publiques associées et au bilan de la mise à disposition du dossier au public, quelques adaptations mineures du dossier ont été réalisées en vue de son approbation.

La notice de présentation a été agrémentée de justifications concernant les différentes modifications qui ont été réalisées sur le règlement graphique et sur le règlement littéral. Ces ajouts ont porté sur :

- La justification de la nouvelle symbolologie et de l’ajout des surfaces en eau sur le règlement graphique ;
- La mise à jour des secteurs affectés par le bruit lié aux classements sonores des infrastructures de transports terrestres. Les éléments de l’arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres et celui du 24 août 2022 ont été pris en compte. Les évolutions liées aux catégories de ces infrastructures ont été traduites dans le règlement graphique et justifiées dans la notice.
- La justification de l’ajout des secteurs concernés par des Orientations d’Aménagement.
- La rectification d’erreur au sein de la légende du règlement graphique. Deux zones N étaient citées dans la légende. Ces deux zones ont été regroupées en une seule et même zone, sous le même figuré. L’article L.123-1-7 du CU cité dans la légende suivante « Ensemble arboré protégé au titre de l’article L.123-1,7° du Code de l’Urbanisme » a été modifié par l’article L.151-23 du CU, article actuellement en vigueur. Cela a été justifié dans la notice.
- La justification des écarts de surfaces constatés entre les emplacements réservés du PLU initial et de celui modifié. Les ER n’ont pas été modifiés. Leurs surfaces ont été recalculées à l’aide des Système d’Information Géographique actuelle. Ce calcul a mis en évidence une erreur de calcul concernant la superficie de l’ER n°10 dans le PLU initial. Cela a été modifié et justifié dans la notice.
- Des justifications complémentaires ont été réalisées sur l’augmentation de la hauteur concernant les constructions à vocation d’activités. D’autres justifications sont apportées pour démontrer que les évolutions réalisées entrent bien dans le champ de la procédure de modification simplifiée du PLU afin d’en garantir la sécurité juridique :
 - Dans les zones UC et 1 AU, la hauteur au faîtage de la toiture des constructions d’activités a été réduite à 12 mètres au lieu de 14 mètres ;
 - En zone UD, la modification envisagée relative à l’augmentation de la hauteur au faîtage de la toiture des constructions d’activités a été supprimée et la règle initiale a été conservée, à savoir limiter la hauteur au faîtage de la toiture de toutes les constructions à 10 mètres.
- Une erreur a été rectifiée concernant l’emprise au sol dans la zone UD, à l’article UD9. Une augmentation de 10 % était évoquée dans la notice de présentation. Cette donnée était fautive et a été modifiée. L’emprise au sol dans la zone UD est passée de 50 % à 60 %, soit une augmentation de 20 %.

- Les dispositions suivantes « Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose » ont été ajoutées dans le règlement littéral pour les zones concernées. Cet ajout permet de mieux prendre en considération le risque d'inondation et d'en informer la population.



Commune de
BLACY

MODIFICATION SURFACÉE N°1 DU RU
Parcelle n° 10
1985

Le présent plan est établi en vertu de la loi n° 101 du 10 juillet 1963 relative à l'établissement des plans de situation et des plans de zonage.

ANNEXE

Le plan est établi en vertu de la loi n° 101 du 10 juillet 1963 relative à l'établissement des plans de situation et des plans de zonage.

Légende	
	Surface modifiée
	Road
	Water body
	Forest
	Agricultural land
	Urban area
	Industrial area
	Public area
	Private area
	Other area

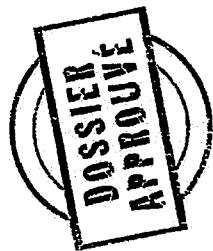
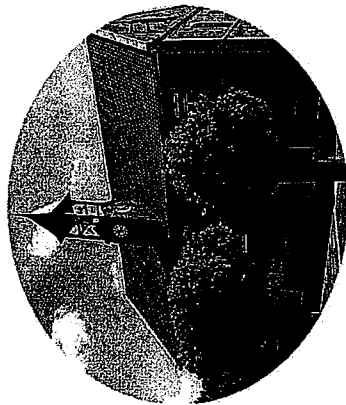
[illegible]

#	Authors	Topic	Methodology
194/1*	30/1/91	Climate change in the tropics	Case study
194/2*	23/1/91	Climate change mitigation	Case study
194/3*	4/2/91	Development impact of the tropical	Case study
194/4*	6/2/91	Development impact of the tropical	Case study
194/5*	6/2/91	Development impact of the tropical	Case study
194/6*	12/2/91	Climate change impact on the tropical	Case study
194/7*	15/2/91	Climate change impact on the tropical	Case study
194/8*	16/2/91	Climate change impact on the tropical	Case study
194/9*	21/2/91	Climate change impact on the tropical	Case study
194/10*	23/2/91	Development impact of the tropical	Case study

Commune de

BLACY

Modification simplifiée n°1 du Plan Local
d'Urbanisme



Règlement

Vu pour être annexé à la délibération du 26/09/2024
approuvant les dispositions de la modification simplifiée n°1
du Plan Local d'Urbanisme.

Fait à Vitry-le-François,
Le Président,

APPROUVE LE : 26/03/2010
MODIFIÉ LE : 26/09/2024

Dossier 22075105
26/09/2024

réalisé par



Auddicé Urbanisme
Agence Grand Est
Espace Sainte-Croix
6 place Sainte-Croix
51000 Châlons-en-Champagne
03 26 64 05 01

Commune de

Blacy

Modification simplifiée n°1 du Plan
Local d'Urbanisme

Règlement

Version	Date	Description
Règlement	26/09/2024	Modification simplifiée PLU n°1



Agence Habitat de France
ZAC du Centre-ville
5 rue des Halles
21000 Vitry-le-François
03 77 92 36 39

Agence Grand Est
Espace Sainte-Croix
6 place Sainte-Croix
51000 Châlons-en-Champagne
03 26 64 05 01

Agence Val de Loire
Zone d'activités d'Erpigny
Rue des Arcs d'Erpigny
41000 Erpigny
02 52 21 18 39

Agence Seine-Normandie
Parc d'activités Les 1000 Arbres
100 rue d'Erpigny
27000 Erpigny
02 33 33 33 33

Agence Sud
Nouvelles Maisons
82100 Cahors
05 80 02 02 05

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
TITRE I DISPOSITIONS GENERALES	2
I. CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL	2
II. PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION ET A L'UTILISATION DU SOL	2
III. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES	2
IV. ADAPTATIONS MINEURES	4
TITRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES (U)	5
TITRE III DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER (AU)	20
TITRE IV DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES (A)	29
TITRE V DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIERES (N)	34

TITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Ce règlement est établi conformément à l'article R. 123-9 du Code de l'Urbanisme.

I. CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

Le présent règlement s'applique à tout le territoire de la commune de Blacy.

II. PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION ET A L'UTILISATION DU SOL

Sont et demeurent notamment applicables au territoire communal :

1) les servitudes d'utilité publique créées en l'application de législations particulières conformément à l'article L. 126-1 du Code de l'Urbanisme.

2) les articles : R. 111-2, R. 111-4, R. 111-5 et R. 111-21 du Code de l'Urbanisme ci-après :

Article R.111-2

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R.111-4

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R.111-15

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Article R.111-21

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

III. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le PLU est partagé en quatre catégories de zones :

1. Les zones urbaines :

Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

2. Les zones à urbaniser :

Les zones à urbaniser sont dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par le projet d'aménagement et de développement durable et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

3. Les zones agricoles :

Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A. Est également autorisé, le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement.

4. Les zones naturelles et forestières

Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

En zone N, peuvent être délimités des périmètres à l'intérieur desquels s'effectuent les transferts des possibilités de construire prévus à l'article L. 123-4. Les terrains présentant un intérêt pour le développement des exploitations agricoles et forestières sont exclus de la partie de ces périmètres qui bénéficie des transferts de coefficients d'occupation des sols.

En dehors des périmètres définis à l'alinéa précédent, des constructions peuvent être autorisées dans des secteurs de faible et de capacité d'accueil limitées, à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation de sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysagers.

Le PLU comporte des servitudes d'urbanisme particulières :

- des emplacements réservés (cf. liste des emplacements réservés sur les plans de zonage),
- des Espaces Boisés Classés (cf. article 13 du règlement).

IV. ADAPTATIONS MINEURES

Conformément à l'article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme, introduit par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, les règles et servitudes définies par un PLU ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation à l'exception des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES (U)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UC

Caractère de la zone :

Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classées en zone U les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

La zone UC correspond au tissu urbain du centre du village caractérisé par une continuité bâtie. Le secteur UCb correspond au bas du village. Elle est desservie par les réseaux et est destinée notamment aux constructions à usage d'habitation, de commerce, d'artisanat, de service ainsi qu'aux exploitations agricoles.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE UC 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- toute construction de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- les constructions ou installations industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme, hors ceux liés ou nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

ARTICLE UC 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage artisanal et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement non soumises à autorisation sont admises à condition qu'elles n'engendrent ni de risques ou de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs) ni de périmètre de protection dépassant les limites de l'unité foncière concernée par le projet.

Dans le secteur UCb sont interdits les sous-sols.

ARTICLE UC 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.

Voirie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à double sens est fixée à 8,5 mètres,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à sens unique est fixée à 5 mètres.

ARTICLE UC 4 : DESERTE PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.

- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.

Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

En l'absence de réseau public ou en cas d'impossibilité technique de se raccorder (hors installation d'une pompe de relevage), dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau des sa réalisation.

- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.

En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux

normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux pluviales : La mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération, infiltration, etc.) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.

ARTICLE UC 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

N'est pas réglementé.

ARTICLE UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées à l'alignement ou avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront s'implanter à l'alignement ou en retrait d'au moins 1 mètre par rapport à ce dernier.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UC 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées en limites séparatives ou avec un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites séparatives sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront être implantées en limite séparative ou en retrait d'au moins 1 mètre des limites sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UC 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

N'est pas réglementé.

ARTICLE UC 9 : EMPRISE AU SOL

N'est pas réglementé.

ARTICLE UC 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur au faîtage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres pour les constructions à vocation d'habitat et de 12 mètres pour les activités.

La hauteur des extensions ou reconstructions après sinistre des constructions existantes ne respectant pas ces règles ne doit pas excéder la hauteur initiale.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UC 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

La suite de l'article ne s'applique pas :

- aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

Façades

Les matériaux présentant l'aspect des tôles galvanisées brutes sont interdits, sauf pour les bâtiments d'activités.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

Les matériaux présentant l'aspect de la plaque béton sont interdits pour les clôtures en façade de rue.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux extensions des clôtures existantes qui ne respectent pas ces règles. Elles peuvent être prolongées dans le même aspect (sauf si matériaux laissés à nu) et la même hauteur au maximum que la clôture existante.

ARTICLE UC 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, il est exigé 2 places de stationnement minimum par logement.

ARTICLE UC 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

N'est pas réglementé.

ARTICLE UC 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)

N'est pas réglementé.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UD

Caractère de la zone :

Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classées en zone U les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Cette zone correspond à la partie agglomérée du village desservie par les réseaux et destinée notamment aux constructions à usage d'habitation, de commerce, d'artisanat, de services. Le secteur UDa correspond à la partie basse du hameau des Indes, le secteur UDb délimite le bas du village et le secteur UDx le périmètre de protection du captage d'eau potable.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE UD 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- toute construction de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- les constructions ou installations industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme, hors ceux liés ou nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

Dans le secteur UDa, les constructions sont interdites à l'exception de celles citées à l'article 2.

ARTICLE UD 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage artisanal et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement non soumises à autorisation sont admises à condition qu'elles n'engendrent ni de risques ou de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs) ni de périmètre de protection dépassant les limites de l'unité foncière concernée par le projet.

Dans le secteur UDa sont admises :

- les extensions mesurées pour les annexes et dépendances dans la limite de 30 % de la surface de plancher et emprise au sol existante,
- l'aménagement des constructions existantes,
- la reconstruction en une seule fois après sinistre ou après démolition jusqu'à égalité d'emprise au sol,
- les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

Dans les secteurs UDa et UDb sont interdits les sous-sols.

Dans le secteur UDe, les constructions sont autorisées à condition de recevoir un avis favorable des autorités compétentes en matière de protection des ressources en eau.

ARTICLE UD 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.
- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.

Voirie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à double sens est fixée à 8,5 mètres,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à sens unique est fixée à 5 mètres.

ARTICLE UD 4 : DESERTE PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.

- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.

Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

En l'absence de réseau public, dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel

ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.

En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux pluviales : la mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération infiltration, etc) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.

ARTICLE UD 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

N'est pas réglementé.

ARTICLE UD 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront s'implanter à l'alignement ou en retrait d'au moins 1 mètre par rapport à ce dernier.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées en limites séparatives ou avec un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites séparatives sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront s'implanter en limite séparative ou en retrait d'au moins 1 mètre des limites sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

L'implantation des piscines est libre.

oudée

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIÉTÉ

N'est pas réglementé.

ARTICLE UD 9 : EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol est limitée à 60% de la surface de l'unité foncière.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur au faîtage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres.

La hauteur des extensions ou reconstructions après sinistre des constructions existantes ne respectant pas ces règles ne doit pas excéder la hauteur initiale.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE UD 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

La suite de l'article ne s'applique pas :

- aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

Facades

Les matériaux présentant l'aspect des tôles galvanisées brutes sont interdits sauf pour les bâtiments d'activités.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur. Les matériaux présentant l'aspect de la plaque béton sont interdits pour les clôtures en façade sur rue.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux extensions des clôtures existantes qui ne respectent pas ces

oudée

règles. Elles peuvent être prolongées dans le même aspect (sauf si matériaux laissés à nu) et la même hauteur au maximum que la clôture existante.

ARTICLE UD 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, il est exigé 2 places de stationnement minimum par logement.

ARTICLE UD 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

N'est pas réglementé.

ARTICLE UD 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)

N'est pas réglementé

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UI

Caractère de la zone :

La zone UI couvre l'emprise d'activités existantes et les terrains libres qui permettent d'agrandir ces entreprises ou d'accueillir de nouvelles activités artisanales ou commerciales.

Un secteur UIa est créé spécifiquement pour le site Priné en fonction de ses spécificités, notamment au regard de la zone inondable.

Un secteur UIb est créé spécifiquement pour Maison Blanche, comportant les bureaux de l'entreprise de travaux publics et le restaurant implantés le long de la RN4.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de P.L.U, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le P.L.U s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE UI 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- les constructions agricoles,
- les constructions à vocation de sports et loisirs,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les aires de jeux et de sports ouvertes au public visées par le code de l'urbanisme,
- les tombais en secteur UIa autres que ceux autorisés par le PPRI.

ARTICLE UI 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage d'habitation et leurs dépendances sont autorisées à condition d'être destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance et le gardiennage des établissements et services de la zone et d'être intégrées ou accolées au bâtiment d'activités.

Les constructions à usage d'activités sont autorisées à condition que leur périmètre d'isolement ne dépasse pas l'unité foncière concernée par le projet et qu'elles ne compromettent pas la constructibilité de la zone UD ou I AU limitrophe.

Dans le secteur UIa, inondable, sont admis :

- la reconstruction après démolition à condition que la surface d'emprise au sol initiale ne soit pas augmentée et que le premier plancher fonctionnel ou habitable, soit conforme aux dispositions du

PPRI

- l'extension limitée des constructions existantes pour mise aux normes sous réserve que le premier plancher fonctionnel ou habitable de l'extension soit conforme aux dispositions du PPRI;
- le changement de destination à condition d'être destiné à un usage commercial ou à un usage industriel ou de service public ou d'intérêt général et conforme au PPRI.

ARTICLE UI 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.
- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.

Voie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,
- l'emprise des voies nouvelles doit être de 8,5 mètres minimum.

ARTICLE UI 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques en vigueur.
- En secteur UIa, en l'absence de réseau public de distribution d'eau potable, une alimentation autonome conforme aux normes sanitaires en vigueur est admise.

- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.
- Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.
- En l'absence de réseau public ou en cas d'impossibilité technique de se raccorder (hors installation d'une pompe de relevage), dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau des sa réalisation.

eaux non domestiques : l'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public

ouddée :

d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.

En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux pluviales : la mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération, infiltration, etc.) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.

Autres réseaux :

Les ensembles de constructions et les logements doivent être dotés de réseaux d'électricité basse tension et de télécommunication enterrés, sauf en cas d'impossibilité technique.

Il en est de même pour le réseau de télédistribution dans le cas où une distribution collective est nécessaire pour assurer une bonne réception.

ARTICLE U15 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

N'est pas réglementé.

ARTICLE U16 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

En dehors des espaces urbanisés, aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN 4 exceptées les constructions liées aux infrastructures routières, aux services publics nécessitant la proximité de l'infrastructure, aux bâtiments d'exploitation agricole, aux réseaux d'intérêt public et aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique. Cette règle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Dans le secteur U1b, les constructions doivent s'implanter en retrait d'au moins 10 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN4.

L'implantation des constructions doit se faire avec un recul minimal de 5 mètres par rapport à l'alignement des autres voies et emprises publiques.

Une distance supérieure peut être imposée si les conditions de sécurité l'exigent.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre ou démolition, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ouddée :

ARTICLE U17 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions à usage de bureaux, commerces ou habitations doivent être implantées en limites séparatives ou avec un recul minimum de 3 mètres par rapport à ces dernières.

Les autres constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres.

Une distance supérieure peut être imposée si les conditions de sécurité l'exigent.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE U18 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

N'est pas réglementé.

ARTICLE U19 : EMPRISE AU SOL

N'est pas réglementé.

ARTICLE U110 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur au faîtage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres pour les habitations et 14 mètres pour les autres constructions.

La hauteur des extensions ou reconstructions des constructions existantes ne respectant pas ces règles ne doit pas excéder la hauteur initiale.

Cet article ne s'applique pas aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE U111 : ASPECT EXTÉRIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

Facades

Les matériaux présentant l'aspect des tôles galvanisées brutes sont interdits sauf pour les bâtiments d'activités.

audité

ARTICLE UI 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

ARTICLE UI 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

N'est pas réglementé.

ARTICLE UI 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)

N'est pas réglementé.

audité

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER (AU)

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE I AU

Il s'agit d'une zone à urbaniser non ou insuffisamment équipée destinée à l'extension de l'habitat et des activités sous forme organisée. Les constructions y sont subordonnées à la réalisation des équipements de desserte. Toute construction est admise à condition de ne pas compromettre l'aménagement de la zone et de respecter les Orientations d'Aménagement.

Rappel

- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE I AU 1 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- toute construction de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone,
- les constructions ou installations agricoles,
- les constructions ou installations industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme, hors ceux liés ou nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- le stationnement des véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières,
- les silos destinés à un stockage collectif,
- les installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

ARTICLE I AU 2 : LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage artisanal et les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement non soumises à autorisation sont admises à condition qu'elles n'engendrent ni de risques ou de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs) ni de périmètre de protection dépassant les limites de l'unité foncière concernée par le projet.

Toute construction est admise à condition de ne pas compromettre l'aménagement de la zone et de respecter les Orientations d'Aménagement.

audité :

ARTICLE 1 AU 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante inscrite par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.
- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.

Voie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,
- l'emprise minimale des voies nouvelles à double sens est fixée à 8,5 mètres
- l'emprise minimale des voies nouvelles à sens unique est fixée à 5 mètres.

ARTICLE 1 AU 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Il doit être exécuté conformément aux normes techniques vigueurs.

- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.

Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

En l'absence de réseau public, dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.

En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

audité :

- eaux pluviales : la mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération, infiltration, etc.) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux usées ne peut être admis.

ARTICLE 1 AU 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

N'est pas réglementé.

ARTICLE 1 AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront s'implanter à l'alignement ou en retrait d'au moins 1 mètre par rapport à ce dernier.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

En dehors des espaces urbanisés, aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN 4 exceptées les constructions liées aux infrastructures routières, aux services publics nécessitant la proximité de l'infrastructure, aux bâtiments d'exploitation agricole, aux réseaux d'intérêt public et aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique. Cette règle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

ARTICLE 1 AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être implantées en limites séparatives ou avec un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites séparatives sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

Les constructions d'une surface de plancher et emprise au sol inférieures ou égales à 20 m² devront être implantées en limite séparative ou en retrait d'au moins 1 mètre des limites sur lesquelles elles ne sont pas implantées.

L'implantation des piscines est libre.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation

- audité ;
- del' existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE 1 AU 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIÉTÉ

N'est pas réglementé.

ARTICLE 1 AU 9 : EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol est limitée à 50 % de la surface de l'unité foncière.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE 1 AU 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur au faîtage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres pour les constructions à vocation d'habitat et de 12 mètres pour les activités.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE 1 AU 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

La suite de l'article ne s'applique pas :

- aux bâtiments publics ou d'intérêt collectif,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

Facades

Les matériaux présentant l'aspect des tôles galvanisées brutes sont interdits sauf pour les bâtiments d'activités.

Clôtures

Les clôtures ne doivent pas excéder 2 mètres de hauteur.

Les matériaux présentant l'aspect de la plaque béton sont interdits pour les clôtures en façade sur rue.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux extensions des clôtures existantes qui ne respectent pas ces règles. Elles peuvent être prolongées dans le même aspect (sauf si matériaux laissés à nu) et la même hauteur au maximum que la clôture existante.

- audité ;
- Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Pour les nouvelles constructions à usage d'habitation, il est exigé 2 places de stationnement minimum par logement.

ARTICLE 1 AU 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

N'est pas réglementé.

ARTICLE 1 AU 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)

N'est pas réglementé.

audité

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 2 AU

Cette zone de réserve a pour vocation, à terme, d'accueillir des zones d'habitat.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de P.L.U, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

ARTICLE 2AU 1 : OCCUPATIONS DU SOL INTERDITES

Toute construction est interdite sauf celles visées à l'article 2.

ARTICLE 2AU 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Ne sont autorisées que les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics à condition qu'ils ne compromettent pas l'urbanisation future de la zone.

ARTICLE 2AU 3 : ACCES ET VOIRIE

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU 4 : DESERTE PAR LES RESEAUX

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

N'est pas réglementé

ARTICLE 2AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

N'est pas réglementé

ARTICLE 2AU 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU 9 : EMPRISE AU SOL

N'est pas réglementé.

audité

ARTICLE 2AU 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU 11 : ASPECT EXTERIEUR

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU 12 : STATIONNEMENT

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)

N'est pas réglementé.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 2 AU

Cette zone a pour vocation, à terme, d'accueillir le développement des activités économiques.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de PLU, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

ARTICLE 2AU1 : OCCUPATIONS DU SOL INTERDITES

Toute construction est interdite sauf celles visées à l'article 2.

ARTICLE 2AU2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Ne sont autorisées que les installations et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics à condition qu'ils ne compromettent pas l'urbanisation future de la zone.

ARTICLE 2AU3 : ACCES ET VOIRIE

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU4 : DESERTE PAR LES RESEAUX

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU9 : EMPRISE AU SOL

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU11 : ASPECT EXTERIEUR

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU12 : STATIONNEMENT

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

N'est pas réglementé.

ARTICLE 2AU14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)

N'est pas réglementé.

oudidé

TITRE IV

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES (A)

Caractère de la zone :

Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classées en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles.

Un secteur Ax est délimité dans le village pour préserver la ressource en eau potable.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de P.L.U, c'est le règlement du PPRI qui s'applique.

Rappel

- Les coupes et abatages d'arbres sont soumis à déclaration préalable dans les espaces boisés classés figurant au plan,
- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le P.L.U s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE A 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

- les constructions ou installations artisanales ou industrielles,
- les affouillements et exhaussements des sols visés au code de l'urbanisme, hors ceux liés ou nécessaires aux constructions autorisées dans la zone,
- les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille,
- le stationnement des caravanes hors terrain aménagé, visé au code de l'urbanisme,
- les caravanes isolées, situées sur une parcelle n'accueillant pas l'habitation principale,
- les habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation des carrières.

ARTICLE A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL. SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les constructions à usage d'habitation et leurs dépendances sont autorisées à condition d'être nécessaires à une activité agricole et construites simultanément ou postérieurement à une construction agricole existante.

Sont également autorisés :

- les installations Classées pour la Protection de l'Environnement agricoles à condition que leur périmètre d'isolement ne compromette pas l'urbanisation des zones U et AU,
- l'extension, l'aménagement ou la reconstruction après sinistre de bâtiments et d'installations affectés à l'accueil et au développement d'activités agro-touristiques complémentaires à l'exploitation agricole si ils sont situés sur le siège même de l'exploitation agricole et à moins de

oudidé

100 mètres de l'habitation de l'exploitant ou de l'un des bâtiments qui la composent,

- les constructions à usage de commerces et bureaux à condition d'être nécessaires à une exploitation agricole existante,
- tout type de construction ou installation à condition d'être nécessaire à la recherche, à la production et à l'exploitation des ressources énergétiques.

ARTICLE A 3 : ACCES ET VOIRIE

Accès :

- tout terrain enclavé est inconstruisible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante instituée par acte authentique ou par voie judiciaire.
- le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.
- les accès sur la voie publique doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à éviter les risques pour la sécurité des usagers avec un minimum de 3 mètres de largeur.
- aucun accès particulier sur la RN 4 n'est admis.

Voirie :

- le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie,

ARTICLE A 4 : DESSERTES PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

- eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui le requiert. Le branchement est à la charge du constructeur. En l'absence de réseau public de distribution d'eau potable, une alimentation autonome conforme aux normes sanitaires en vigueur est admise.
- eau à usage non domestique : les captages, forages ou prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.
- Les constructions qui ne peuvent être desservies par le réseau public (activités grandes consommatrices d'eau) doivent être équipées des dispositifs techniques conformes à la réglementation permettant l'alimentation de leur activité.

Assainissement :

- eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères) : Toute construction qui le requiert doit être raccordée au réseau public d'assainissement.
- En l'absence de réseau public, dans le cadre du SPANC, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur et au schéma d'assainissement est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau dès sa réalisation.

- eaux non domestiques : L'évacuation des eaux résultant des activités dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une convention avec la collectivité compétente, doit être

... ouddicé ...

subordonnée si nécessaire à un pré-traitement et doit être conforme au règlement sanitaire en vigueur.

En l'absence de réseau public, un dispositif d'assainissement individuel ou collectif conforme aux normes en vigueur est obligatoire. Il doit être conçu de façon à être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau des sa réalisation.

- eaux pluviales : les aménagements réalisés sur un terrain doivent garantir le traitement sur la parcelle (infiltration) des eaux pluviales sauf en cas d'impossibilité technique (configuration de la parcelle, caractéristiques du sol...).

La mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (récupération, infiltration, etc.) est obligatoire. En l'absence de possibilités techniques ou en cas d'insuffisance des techniques alternatives, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain (dans les limites de la réglementation en vigueur) afin d'assurer, lorsqu'il existe et avec l'accord du gestionnaire, le raccordement au réseau public.

Aucun rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eau usée ne peut être admis.

ARTICLE A 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

N'est pas réglementé.

ARTICLE A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

En dehors des espaces urbanisés, aucune construction ne peut être implantée dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RN 4 exceptées les constructions liées aux infrastructures routières, aux services publics nécessitant la proximité de l'infrastructure, aux bâtiments d'exploitation agricole, aux réseaux d'intérêt public et aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique. Cette règle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Pour les autres voies, l'implantation doit se faire avec un retrait d'au moins 5 mètres par rapport aux emprises des voies communales et routes départementales.

Une distance supérieure peut être demandée si les conditions de sécurité l'exigent.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière.

ARTICLE A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter avec un recul au moins égal à 3 mètres par rapport aux limites séparatives.

L'ensemble de ces dispositions, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière, ne s'applique pas aux prolongements de façade des

... ouddicé ...

constructions existantes ne respectant pas ces règles.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE A 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

N'est pas réglementé.

ARTICLE A 9 : EMPRISE AU SOL

N'est pas réglementé.

ARTICLE A 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur au faîtiage de la toiture ne doit pas dépasser 10 mètres pour les habitations et 14 mètres pour les autres constructions.

La hauteur des extensions ou reconstructions des constructions existantes ne respectant pas ces règles ne doit pas excéder la hauteur initiale.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE A 11 : ASPECT EXTERIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas être laissés à nu.

Facades

Les matériaux présentant l'aspect des tôles galvanisées brutes sont interdits sauf pour les bâtiments d'activités.

ARTICLE A 12 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

ARTICLE A 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Un aménagement végétal privilégiant les essences locales doit accompagner les constructions agricoles.

audité

ARTICLE A 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)

N'est pas réglementé.

audité

**TITRE IV DISPOSITIONS APPLICABLES
AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIERES (N)**

Caractère de la zone :

Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N est une zone de protection liée aux risques d'aléas naturels et de préservation du patrimoine environnemental et paysager communal.
Deux secteurs sont identifiés, Nj secteur de jardins et Nx pour protéger le captage d'eau potable.

Une partie de la zone est concernée par les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) annexé au Plan Local d'Urbanisme. Il est rappelé qu'en cas de disposition contraire entre le règlement du P.P.R.I et le règlement de P.L.U, c'est le règlement du PPRI qui s'impose.

Rappel

- Les coupes et abatages d'arbres sont soumis à déclaration préalable dans les espaces boisés classés figurant au plan,
- L'édification des clôtures est soumise à déclaration,
- Dans le cas de lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le P.L.U s'appliquent à l'ensemble du projet mais également à chacune des parcelles issues d'une division.

ARTICLE N 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS INTERDITES

Toute construction est interdite, à l'exception des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics et dans le secteur Nj des abris de jardins et à animaux.

**ARTICLE N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES
CONDITIONS PARTICULIERES**

Dans le secteur Nx, tout aménagement doit recevoir un avis favorable des autorités compétentes en matière de protection des ressources en eau.

ARTICLE N 3 : ACCES ET VOIRIE

N'est pas réglementé.

ARTICLE N 4 : DESERTE PAR LES RESEAUX

Alimentation en eau potable :

N'est pas réglementé.

oudice

Assainissement :

N'est pas réglementé.

ARTICLE N 5 : CARACTERISTIQUE DES TERRAINS

N'est pas réglementé.

ARTICLE N 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

L'implantation doit se faire avec un retrait d'au moins 3 mètres par rapport aux voies et emprises publiques.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter avec un recul au moins égal à 3 mètres par rapport aux limites séparatives.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas :

- aux prolongements de façade des constructions existantes ne respectant pas ces règles, à condition de ne pas réduire la distance de recul existante,
- aux reconstructions à l'identique après sinistre, dans la mesure où il n'y a pas d'aggravation de l'existant, au vu de la forme urbaine et de la sécurité routière,
- aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions de services publics.

ARTICLE N 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIÉTÉ

N'est pas réglementé.

ARTICLE N 9 : EMPRISE AU SOL

L'emprise des abris de jardins et à animaux est limitée à 20 m² de surface de plancher et emprise au sol.

ARTICLE N 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des abris de jardins et à animaux est limitée 3,5 mètres.

ARTICLE N 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au

oudice

caractère ou à l'intérêt des lieux avoisants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

ARTICLE N 12 : STATIONNEMENT

N'est pas réglementé.

ARTICLE N 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Tout défrichement concernant l'ensemble arboré recensé au titre de l'article L. 123-1, 7° doit être compensé.

ARTICLE N 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)

N'est pas réglementé.

**Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore
des infrastructures de transports ferroviaires du département de la Marne**

N° SSPRNTB_PRRNTPCB_2022_54_001

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.571-10, R.571-32 à R.571-43 relatifs au recensement et au classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R.111-4-1, R.111-23-1 à R.111-23-3 relatifs à l'isolement acoustique des logements contre le bruit des transports terrestres ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles R.111-3, R.123-13-3, R.123-14-5 et R.151-53 relatifs aux constructions et travaux faisant l'objet d'une autorisation de construire ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les trois arrêtés interministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignements, de santé et hôteliers ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 novembre 1999 relatif au bruit des infrastructures ferroviaires ;

Vu la circulaire du 25 mai 2004 portant sur le bruit des infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté préfectoral 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des voies ferrées du département de la Marne ;

Vu la proposition de projet de classement du réseau ferroviaire présentée par le directeur de SNCF Réseau le 26 février 2019 et confirmé le 27 avril 2021 ;

Vu l'avis des communes concernées émis dans le cadre de la consultation réglementaire conformément à l'article R.571-39 du code de l'environnement ;

Considérant que le classement sonore des voies ferrées de la Marne de 2001 a lieu d'être réactualisé au vu des évolutions de la réglementation intervenues en 2013 et des tracés à prendre en compte ;

Considérant que le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres portant sur les lignes ferroviaires assurant un trafic journalier moyen supérieur à cinquante trains ;

Considérant la mise à jour présentée par SNCF Réseau actualisant le nombre de trains réel par jour ;

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de la Marne ;

Article 1^{er} – Dispositions générales :

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 susvisé sont applicables dans le département de la Marne aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres (ITT) mentionnées à l'article 3 du présent arrêté et représentées sur la carte annexée.

Le présent arrêté vise à approuver la révision du classement sonore de ces infrastructures.

Article 2 – Abrogation

Cet arrêté se substitue de plein droit à l'arrêté du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords du tracé des voies ferrées.

Article 3 – Communes affectées par le classement :

Les infrastructures de transports terrestres concernées par le présent arrêté relèvent du réseau ferroviaire. Elles sont listées dans le tableau de classement annexé et font partie intégrante de l'arrêté préfectoral.

Les communes sur le territoire desquelles ont été recensées des voies du réseau ferré classées sont les suivantes :

Ablancourt – Aougy – Athis – Aulnay-sur-Marne – Auve – Ay-Champagne – Beaumont-sur-Vesle – Béthery – Bezannes – Bignicourt-sur-Saulx – Billy-le-Grand – Blacy – Blesme – Bouleuse – Boursault – Bouy – Braux-Saint-Remy – Bussy-le-Château – Châlons-en-Champagne – Champfleury – Champvoisy – Châtillon-sur-Marne – Châtiries – Cheppes-la-Prairie – Chepy – Cherville – Chouilly – Comperrix – Cozuls – Cormontreuil – Courthiézy – Cuperly – Damerly – Dampierre-au-Temple – Dampierre-le-Château – Dompremy – Dormans – Drouilly – Éclaires – Écury-sur-Code – Épernay – Étrey – Fagnières – Favresse – Frignicourt – Germigny – Gueux – Haussignémont – Jâlons – Janvry – La Chapelle-Felcourt – La Cheppe – Lagery – Le Chemin – Les Mesneux – Les Petites Loges – Lhéry – Livry-Louvey – Loisy-sur-Marne – Ludes – Lunéville-Villotte – Mairy-sur-Marne – Marduil – Mareuil-le-Port – Marolles – Matougués – Méry-Frémecy – Moncetz-Longevas – Montbéré – Oeuilly – Oiry – Ormes – Pargny-sur-Saulx – Passavant-en-Argonne – Pivrot – Poilly – Pringy – Puiseux – Rapécourt – Rezy – Reims – Reims-la-Brûlée – Reuil – Sainte-Gemme – Saint-Germain-la-Ville – Saint-Gibrien – Saint-Hilaire-au-Temple – Saint-Mard-sur-Auve – Saint-Martin-aux-Champs – Saint-Remy-sur-Bussy – Sarry – Sernaize-les-Bains – Sillery – Sivy-Ante – Sogny-aux-Moulins – Somme-Vesle – Sogry – Soulanges – Taissy – Tilloy-et-Bellay – Torgny-aux-Boeufs – Tramey – Trois-Fruts – Troissy – Val-de-Vesle – Vauciennes – Verneuil – Verzenay – Vésigneul-sur-Marne – Villers-aux-Neuuds – Villers-en-Argonne – Villers-Marmeray – Vitry-la-Ville – Vitry-le-François – Virgny.

Article 4 – Caractéristiques d'isolement acoustique :

Les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'habbergement à caractère touristique, à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux arrêtés du 25 avril 2003 et du 23 juillet 2013 susvisés.

Article 5 – Caractéristiques du classement :

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'islement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit défini à l'article 4 ci-dessus sont arrêtés ainsi qu'il suit :

Pour les lignes ferroviaires à grande vitesse :

Niveau sonore de référence L _{Aeq} (6 heures-22 heures) en dB(A)	Niveau sonore de référence L _{Aeq} (22 heures-6 heures) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles :

Niveau sonore de référence L _{Aeq} (6 heures-22 heures) en dB(A)	Niveau sonore de référence L _{Aeq} (22 heures-6 heures) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 84	L > 79	1	d = 300 m
79 < L ≤ 84	74 < L ≤ 79	2	d = 250 m
73 < L ≤ 79	68 < L ≤ 74	3	d = 100 m
68 < L ≤ 73	63 < L ≤ 68	4	d = 30 m
63 < L ≤ 68	58 < L ≤ 63	5	d = 10 m

Les niveaux sonores indiqués sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S31-30 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement et à une distance de 10 mètres de l'infrastructure considérée, mesurée à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche. Ces niveaux sont augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Article 6 – Report dans les documents d'urbanisme :

Conformément aux dispositions de l'article R.151-53 du code de l'urbanisme, le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'islement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'urbanisme, doit être reporté par les collectivités compétentes en matière de document d'urbanisme, le cas échéant, dans les annexes du document d'urbanisme, à titre d'information. Conformément aux dispositions des articles R.410-31 et suivants du code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme informera le demandeur, lorsqu'il a lieu, que son terrain se trouve dans le secteur affecté par le bruit d'une infrastructure de transport terrestre bruyante.

Article 7 – Publication, affichage :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et fera l'objet d'un affichage, dans chacune des mairies concernées, pendant une durée d'un mois conformément à l'article R. 571-41 du code de l'environnement. Cette mesure de publicité sera justifiée par un certificat du maire de chaque commune.

Article 8 – Recours contentieux :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Marne (25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne CEDEX). Le dépôt du recours s'effectue directement auprès du greffe ou par voie postale, ou en déposant une requête sur www.telerecours.fr.

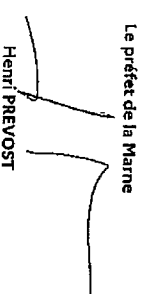
Un recours gracieux peut, dans ce même délai de deux mois, être adressé auprès du Préfet de la Marne (Direction Départementale des Territoires de la Marne) ou un recours hiérarchique auprès du Ministère de la Transition écologique et solidaire (Direction générale de la prévention des risques – Service des risques sanitaires liés à l'environnement, des déchets et des pollutions diffuses – Mission bruit et agents physiques - Tour Séguola - 92055 LA DÉFENSE CEDEX).

Un recours contentieux peut être ensuite formé dans un délai de deux mois à compter du rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique auprès du tribunal administratif de la Marne (25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne CEDEX) en déposant un recours directement auprès du greffe ou en adressant un recours par voie postale ou en déposant une requête sur www.telerecours.fr. Le recours n'a pas d'effet suspensif sur la décision.

Article 9 – Exécution :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice Départementale des Territoires, Mesdames et Messieurs les maires des communes concernées et listées à l'article 3 du présent arrêté, Madame la Présidente de la Communauté Urbaine du Grand Reims, Madame la Présidente de la Communauté de Communes de Perthois Bocage et Der, Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Côtes de Champagne et Val de Saül, Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Moivre à la Coudé, Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Région de Suippes, Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Viry, Champagne et Der, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont la copie sera adressée à Mesdames et Messieurs les sous-préfets concernés.

A Châlons-en-Champagne, le **24 AOÛT 2022**

Le préfet de la Marne

Henri PREVOST

- ANNEXE -

**Compteur
N° 5315**

Strasbourg
N° 70000

**Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore
des infrastructures de transports ferroviaires du département de la Marne**

N° SSPNTR_PRNTPCB_2022_54_001

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Nom de l'infrastructure	Secteur / Tranche	Débutant	Finissant	Communes concernées	Catégorie proposée	Largeur des secteurs affectés par le bruit
Ligne de Noisy-le-Sec à Strasbourg N° 70000	N° 1003 / T1a	Bléneau	Limite du département Meuse / Meurthe-et-Moselle	Bénicourt-sur-Saône Bléneau Eliepy Pargny-sur-Saône	3	100 m
Ligne de Epervanay à Reims, n° 74000	N° 1101 / T1	Comontreuil	Reims	Serméez-les-Bains Comontreuil Reims	4	30 m
Ligne de Soissons à Givet n° 20500	N° 1515 / T1 N° 1515 / T2	Reims Reims	Reims Béthony	Reims Béthony Reims	4 4	30 m 30 m

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.571-10, R.571-32 à R.571-43 relatifs au recensement et au classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R.111-4-1, R.111-23-4 à R.111-23-3 relatifs à l'isolement acoustique des logements contre le bruit des transports terrestres ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles R.111-3, R.123-13-13, R.123-14-5 et R.151-53 relatifs aux constructions et travaux faisant l'objet d'une autorisation de construire ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les trois arrêtés interministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignements, de santé et hôteliers ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 novembre 1999 relatif au bruit des infrastructures ferroviaires ;

Vu la circulaire du 25 mai 2004 portant sur le bruit des infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté préfectoral 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des voies ferrées du département de la Marne ;

Vu la proposition de projet de classement du réseau ferroviaire présentée par le directeur de SNCF Réseau le 26 février 2019 et confirmée le 27 avril 2021 ;

Vu l'avis des communes concernées émis dans le cadre de la consultation réglementaire conformément à l'article R.571-39 du code de l'environnement ;

Considérant que le classement sonore des voies ferrées de la Marne de 2001 a lieu d'être réactualisé, au vu des évolutions de la réglementation intervenues en 2013 et des tracés à prendre en compte ;

Considérant que le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres portent sur les lignes ferroviaires assurant un trafic journalier moyen supérieur à cinquante trains ;

Considérant la mise à jour présentée par SNCF Réseau actualisant le nombre de trains réel par jour ;

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de la Marne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Dispositions générales :

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 susvisé sont applicables dans le département de la Marne aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres (ITT) mentionnées à l'article 3 du présent arrêté et représentées sur la carte annexée.

Le présent arrêté vise à approuver la révision du classement sonore de ces infrastructures.

Article 2 – Abrogation

Cet arrêté se substitue de plein droit à l'arrêté du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords du tracé des voies ferrées.

Article 3 – Communes affectées par le classement :

Les infrastructures de transports terrestres concernées par le présent arrêté relèvent du réseau ferroviaire. Elles sont listées dans le tableau de classement annexé et font partie intégrante de l'arrêté préfectoral.

Les communes sur le territoire desquelles ont été recensées des voies du réseau ferré classées sont les suivantes :

Abancourt – Aougnry – Athis – Aulnay-sur-Marne – Auve – Ay-Champagne – Beaumont-sur-Vesle – Bèthery – Bezannes – Blignicourt-sur-Saulx – Billy-le-Grand – Blacy – Blesme – Bouleuse – Boursuit – Bouy – Braux-Saint-Remy – Bussey-le-Château – Châlons-en-Champagne – Champfleury – Champvoisy – Châillon-sur-Marne – Châtres – Chappes-la-Prairie – Chepy – Chevilly – Chouilly – Comperrix – Cooleux – Cormontreuil – Courthézy – Cuperly – Damery – Dampierre-au-Temple – Dampierre-le-Château – Dompremy – Dormans – Drouilly – Éclaires – Écury-sur-Coule – Épernay – Étremby – Fagnières – Favresse – Frignicourt – Germigny – Gueux – Hausseignémont – Jâlons – Janvry – La Chapelle-Felcourt – La Chappe – Lagery – Le Chemin – Les Mesneux – Les Pettes-Loges – Liéry – Livry-Louvoisy – Loisy-sur-Marne – Ludes – Luxembourg-Villotte – Mairy-sur-Marne – Marduil – Mareuil-le-Port – Marolles – Marcougues – Méry-Prémecy – Moncetz-Longevas – Montbré – Oeuilly – Oiry – Ormes – Pargny-sur-Saulx – Passavant-en-Argoonne – Pivrot-Polisy – Pingry – Puisieux – Rapécourt – Recy – Reims – Reims-la-Brûlée – Reuil – Sainte-Gemme – Saint-Germain-la-Ville – Saint-Gilbrien – Saint-Hilaire-au-Temple – Saint-Mard-sur-Auve – Saint-Martin-aux-Champs – Saint-Remy-sur-Bussy – Sarry – Sermailles-Bains – Sillery – Sivry-Ante – Sogny-aux-Moulins – Somme-Vesle – Songy – Soulanges – Taisy – Tilloy-et-Bellay – Torgny-aux-Boeufs – Tramey – Trois-Puits – Troisy – Vadenay – Val-de-Vesle – Vauciennes – Verneuil – Verzenay – Vésignen-sur-Marne – Villers-aux-Noeuds – Villers-en-Argoonne – Villers-Marmery – Vitry-la-Ville – Vitry-le-François – Virgny.

Article 4 – Caractéristiques d'isolement acoustique :

Les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux arrêtés du 25 avril 2003 et du 23 juillet 2013 susvisés.

Article 5 – Caractéristiques du classement :

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit défini à l'article 4 ci-dessus sont arrêtés ainsi qu'il suit :

Pour les lignes ferroviaires à grande vitesse :

Niveau sonore de référence Laeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	Niveau sonore de référence Laeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles :

Niveau sonore de référence Laeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	Niveau sonore de référence Laeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 84	L > 79	1	d = 300 m
79 < L ≤ 84	74 < L ≤ 79	2	d = 250 m
73 < L ≤ 79	68 < L ≤ 74	3	d = 100 m
68 < L ≤ 73	63 < L ≤ 68	4	d = 30 m
63 < L ≤ 68	58 < L ≤ 63	5	d = 10 m

Les niveaux sonores indiqués sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S31-30 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement et à une distance de 10 mètres de l'infrastructure considérée, mesurée à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche. Ces niveaux sont augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Article 6 – Report dans les documents d'urbanisme :

Conformément aux dispositions de l'article R.151-53 du code de l'urbanisme, le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement, doit être reporté par les collectivités compétentes en matière de document d'urbanisme, le cas échéant, dans les annexes du document d'urbanisme, à titre d'information. Conformément aux dispositions des articles R.410-11 et suivants du code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme informera le demandeur, lorsqu'il a lieu, que son terrain se trouve dans le secteur affecté par le bruit d'une infrastructure de transport terrestre bruyante.

Article 7 – Publication, affichage :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et fera l'objet d'un affichage, dans chacune des mairies concernées, pendant une durée d'un mois conformément à l'article R.571-41 du code de l'environnement.
Cette mesure de publicité sera justifiée par un certificat du maire de chaque commune.

Article 8 – Recours contentieux :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Marne (25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne CEDEX). Le dépôt du recours s'effectue directement auprès du greffe ou par voie postale, ou en déposant une requête sur www.telerecours.fr.

Un recours gracieux peut, dans ce même délai de deux mois, être adressé auprès du Préfet de la Marne (Direction Départementale des Territoires de la Marne) ou un recours hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique et solidaire (Direction générale de la prévention des risques – Service des risques sanitaires liés à l'environnement, des déchets et des pollutions diffuses – Mission bruit et agents physiques - Tour Séquoia - 92055 LA DEFENSE CEDEX).

Un recours contentieux peut être ensuite formé dans un délai de deux mois à compter du rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique auprès du tribunal administratif de la Marne (25 rue du Lycée, 51 036 Châlons-en-Champagne CEDEX) en déposant un recours directement auprès du greffe ou en adressant un recours par voie postale ou en déposant une requête sur www.telerecours.fr.
Le recours n'a pas d'effet suspensif sur la décision.

Article 9 – Exécution :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice Départementale des Territoires, Mesdames et Messieurs les maires des communes concernées et listées à l'article 3 du présent arrêté, Madame la Présidente de la Communauté Urbaine du Grand Reims, Madame la Présidente de la Communauté de Communes de Pertuis Bocage et Der, Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Côtes de Champagne et Val de Saulx, Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Moivre à la Coole, Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Région de Suippes, Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Viry, Champagne et Der, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont la copie sera adressée à Mesdames et Messieurs les sous-préfets concernés.

A Châlons-en-Champagne, le **24 AOÛT 2022**

Le préfet de la Marne

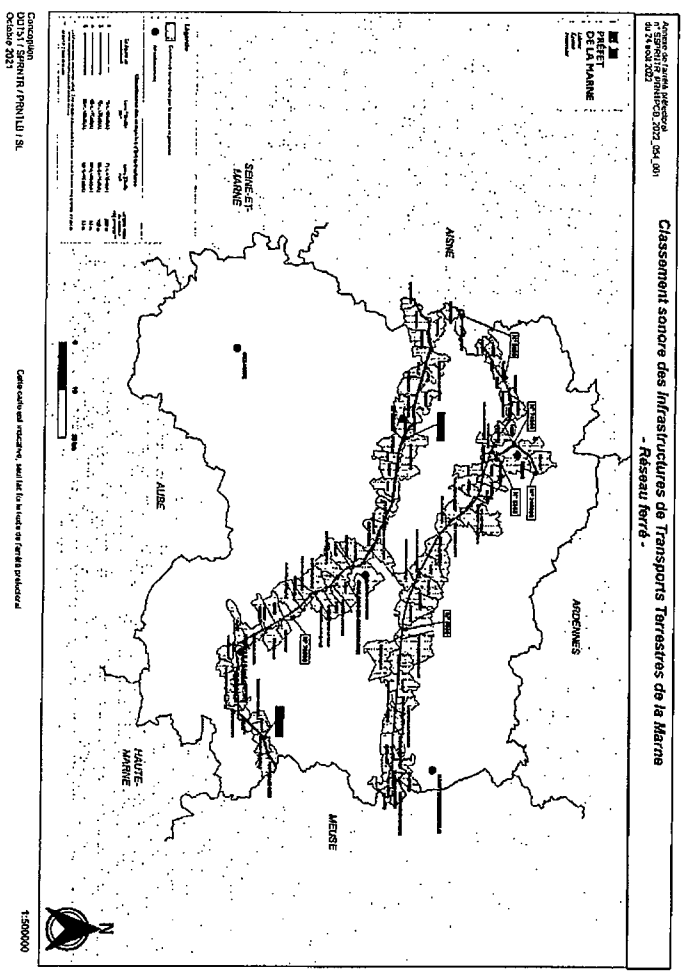
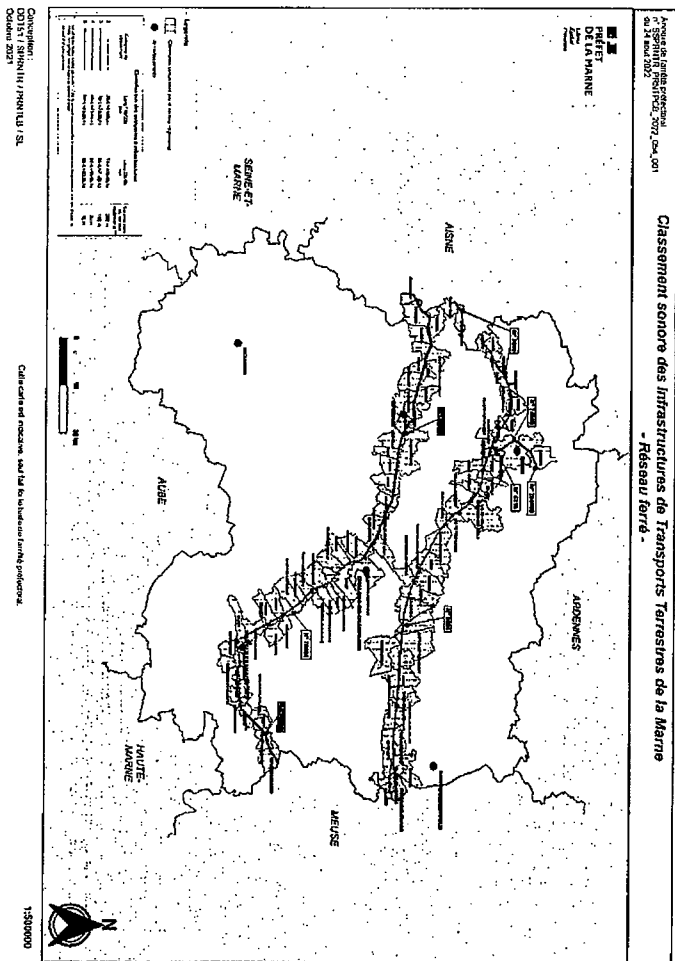
Henri PREVOST

**- ANNEXE -
Tableau de classement**

Non de l'infrastructure Ligne LGV Est n°5000	Segment / Tranche	Débutant Limite du département Marne/Aisne	Finissant Bezannes	Communes concernées	Catégorie proposée	Longueur des secteurs affectés par la hant
N° 1403 / T1	Bezannes Bezannes	Bezannes	Bezannes	Auquoy Bouleuse Champvoisy Germigny Gueux Jaisy Le Mansieux Lukéromy Méry-Prémacy Ormes Polly Sainte-Gemme Trenay Viry	2	250 m
				Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Bully-le-Grand Bully Champberty Les Petites Loges Liry-Lauvercy Ludes Mortre Puisieux Reims Sailly Tilly Trois-Puits Val-de-Vieille Verzeny Villers-aux-Neuils Villers-Marmery		
N° 1404 / T1	Bezannes Bezannes	Bezannes	Bezannes	Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Bully-le-Grand Bully Champberty Les Petites Loges Liry-Lauvercy Ludes Mortre Puisieux Reims Sailly Tilly Trois-Puits Val-de-Vieille Verzeny Villers-aux-Neuils Villers-Marmery	2	250 m
				Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Bully-le-Grand Bully Champberty Les Petites Loges Liry-Lauvercy Ludes Mortre Puisieux Reims Sailly Tilly Trois-Puits Val-de-Vieille Verzeny Villers-aux-Neuils Villers-Marmery		
N° 1405 / T1a	Boy	Boy	Marne/Meuse	Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Bully-le-Grand Bully Champberty Les Petites Loges Liry-Lauvercy Ludes Mortre Puisieux Reims Sailly Tilly Trois-Puits Val-de-Vieille Verzeny Villers-aux-Neuils Villers-Marmery	2	250 m
N° 1952 / T1	Villers-aux-Neuils	Commeureuil	Commeureuil	Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Beaumont-sur-Vaivre Bully-le-Grand Bully Champberty Les Petites Loges Liry-Lauvercy Ludes Mortre Puisieux Reims Sailly Tilly Trois-Puits Val-de-Vieille Verzeny Villers-aux-Neuils Villers-Marmery	5	10 m

Nom de l'infrastructure	Segment / Tranche	Débutant	Finesant	Communes concernées	Catégorie sections proposées	Largeur des sections affectées par le brut
Ligne de Nîs- le-Sec à Strasbourg N° 70000	N° 1025 / T1	Limite du département Marne/Aisne	Mardieu	Boursault Chailion-sur-Marne Courthazy Darnery Dornans Mardieu Mardieu-Port Reuil Troisy Vaucennes	3	100 m
	N° 1026 / T2	Mardieu	Epernay	Vernueil Epernay	3	100 m
	N° 1026 / T1	Epernay	Epernay	Epernay	3	100 m
	N° 1027 / T3	Epernay Chouilly	Epernay	Epernay	3	100 m
	N° 1028 / T1	Chouilly	Aulnay-sur-Marne	Aulnay-sur-Marne Ay-Champagne Cherville Chouilly Jâlons Orly Pivot	3	100 m
	N° 1028 / T2	Aulnay-sur-Marne	Saint-Girton	Aulnay-sur-Marne Malouguet	3	100 m
	N° 1028 / T3	Saint-Girton	Fagnières	Rezy Saint-Girton Fagnières	3	100 m
	N° 1031 / T1	Fagnières	Villy-la-Ville	Rezy Saint-Girton Châlons-en-Champagne Cherpy Compertry Coiluis Écury-sur-Code Fagnières Mairy-sur-Marne Montcetz-Langres Saint-Germain-la-Ville Sury Sogny-sur-Moulins Togny-sur-Boulis Vésignoul-sur-Marne Villy-la-Ville Abiancourt Chippes-la-Prairie Saint-Martin-aux-Champs Sogny	2	250 m
	N° 1031 / T3	Sogny	Villy-la-François	Villy-la-Ville Blacy Drouilly Fignicourt Loisy-sur-Marne Pigny Sogny Soulanges Villy-la-François Bléneau Dampémy Favresse Fignicourt Haussegny Luxeumont-et-Villotte Manclos Reims-la-Bruille Villy-la-François	2	250 m
	N° 1032 / T1	Villy-la-François	Bléneau		2	250 m

Nom de l'infrastructure	Segment / Tranche	Débutant	Finesant	Communes concernées	Catégorie sections proposées	Largeur des sections affectées par le brut
Ligne de Nîs- le-Sec à Strasbourg N° 70000	N° 1033 / T1a	Bléneau	Meuse / Meurthe-et-Moselle	Bignicourt-sur-Saulx Bléneau Etrépy Sermatzelles-Bains	3	100 m
	N° 1101 / T1	Comontreuil	Reims	Reims	4	30 m
Ligne de Epernay à Reims n° 74000	N° 1515 / T1	Reims	Reims	Reims	4	30 m
	N° 1515 / T2	Reims	Betheny	Reims Betheny	4	30 m
Ligne de Soissons à Givet n° 205000	N° 1515 / T1	Reims	Reims	Reims	4	30 m



**Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore
des infrastructures de transports terrestres du département de la Marne
Réseau routier et lignes de tramways**

N° SREX_PRR_2024_003_001

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.571-10, R125-28, R.571-32 à R.571-43 relatifs au recensement et au classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R154-7 relatif à l'isolement acoustique des logements contre le bruit des transports terrestres ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles R151-51 à R151-53 relatifs aux annexes des plans locaux d'urbanisme ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu les trois arrêtés interministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignements, de santé et hôteliers ;

Vu la circulaire du 25 mai 2004 portant sur le bruit des infrastructures de transports terrestres ;

Vu la note technique en annexe de la lettre circulaire du 25 juillet 2016 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des autoroutes, des routes nationales et de plusieurs voies communales de l'agglomération de Reims ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 16 juillet 2004 réglementant le bruit aux abords des routes départementales et de plusieurs voies communales des agglomérations de Châlons-en-Champagne, Épernay et Vitry-le-François ;

Vu l'étude communiquée par le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement des Hauts de France le 2 mai 2023 ;

Vu l'avis des communes concernées émis dans le cadre de la consultation qui s'est tenue du 1^{er} septembre 2023 au 30 novembre 2023 conformément à l'article R.571-39 du code de l'environnement ;

Considérant que le classement sonore du réseau routier de la Marne de 2001 et 2004 a lieu d'être réactualisé, au vu des évolutions de trafic et des transferts de voies à mettre à jour ;

Considérant que les lignes de tramways n'ont pas encore fait l'objet d'un classement sonore ;

Considérant que le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres portent sur les voies routières assurant un trafic journalier moyen annuel supérieur à 5 000 véhicules et sur les lignes en site propre de transports en commun et les lignes ferroviaires urbaines (tramway), dont le trafic journalier moyen est supérieur à 100 bus ou trains ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Dispositions générales :

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 susvisé sont applicables dans le département de la Marne aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres (ITT) du réseau routier et des lignes de tramways.

Article 2 – Abrogation

Cet arrêté se substitue de plein droit aux arrêtés préfectoraux du :

- 24 juillet 2001 réglementant le bruit aux abords des autoroutes, des routes nationales et de plusieurs voies communales de l'agglomération de Reims ;
- 16 juillet 2004 réglementant le bruit aux abords des routes départementales et de plusieurs voies communales des agglomérations de Châlons-en-Champagne, Épernay et Vitry-le-François.

Article 3 – Communes affectées par le classement :

Les communes sur le territoire desquelles ont été recensées des voies du réseau routier et des lignes de tramways classées sont les suivantes :

Abancourt – Aougnry – Arzillères-Neuville – Athis – Aubérive – Aulnay-l'Attre – Aulnay-sur-Marne – Auménancourt – Auve – Avenay-Val-d'Or – Avize – Ay-Champagne – Baconnes – Bastieux-lès-Fismes – Beaumont-sur-Vesle – Bétheny – Bezannes – Billy-le-Grand – Blacy – Blaise-sous-Arzillères – Bouleuse – Boursault – Brancourt – Braux-Sainte-Cohière – Breuil-sur-Vesle – Breuvy-sur-Coo – Brimont – Bussey-le-Château – Bussey-Lettre – Caurel – Cauroy-lès-Hermonville – Cernay-lès-Reims – Châlons-en-Champagne – Champfleury – Champigny – Champillon – Champvoisy – Châtillon-sur-Marne – Charot-Courcourt – Cheniers – Chepy – Cherville – Chouilly – Coeur de la Vallée (ancienne commune de Reuil) – Compertrix – Conantray-Vaufrey – Conante – Coole – Coole – Cozou – Cormy – Cormontreuil – Courcelles-Sapicourt – Courcy – Courdemanges – Courguivaux – Courlancion – Courtisols – Couvrot – Cuis – Cuperly – Darnay – Dampierre-au-Temple – Dizy – Dommartin-Dampierre – Dommartin-Lettre – Dormans – Écriennes – Écury-sur-Coo – Épernay – Esternay – Fagnières – Fère-Champenoise – Fismes – Frignicourt – Germigny – Gizaucourt – Gueux – Haussimont – Hautvillers – Heiltz-le-Hutier – Hermonville – Isles-sur-Sulpice – Jâlons – Janvry – Jonchery-sur-Vesle – Juvigny – L'Épine – La Chaussée-sur-Marne –

La Cheppe – La Croix-en-Champagne – La Noue – La Veuve – Lagery – Lavannes – Les Grandes-Loges – Les Mesnoux – Les Perthes-Loges – Les Rivières-Henuel – Chéry – Linthelles – Linthes – Livry-Louviercy – Loisy-sur-Marne – Loivre – Ludes – Luxembourg-et-Villotte – Magenta – Magnex – Maisons-en-Champagne – Mareuil – Marolles – Matougues – Méry – Méry-Prémecy – Moëurs-Verdey – Morcetz-Longueux – Montreuil – Montheuil – Moussy – Muizon – Neuzy – Nuicement-sur-Coo – Ocuilly – Oiry – Orme – Orconte – Ormes – Péas – Pierry – Pivrot – Pognry – Poilly – Pommade – Prosses – Prunay – Puisieux – Recy – Reims – Remigny – Saint-Amand-sur-Fion – Saint-Brice-Corcelles – Saint-Étienne-aux-Temples – Saint-Germain-la-Ville – Saint-Gilbert – Saint-Menges – Saint-Léonard – Saint-Loup – Saint-Martin-sur-le-Pré – Saint-Memmie – Saint-Rémy-sous-Broyes – Saint-Rémy-sur-Bussy – Saint-Thierry – Sainte-Gemme – Sainte-Menould – Sarry – Sept-Saulx – Serriers – Sézanne – Sillery – Somme-Vesle – Sommesous – Soude – Soudanges – Taisy – Thiebemont-Faëmont – Thil – Thillois – Tilloy-et-Bellay – Tinguieux – Tours-sur-Marne – Tramey – Trigny – Trois-Fruts – Troissy – Val-de-Vesle – Valmy – Vandeuil – Vassimont-et-Chapellaine – Vauciennes – Vaudéc – Vaudemange – Verrières – Verzenay – Vésigneul-sur-Marne – Villers-Alieland – Villers-aux-Noeuds – Villers-François – Villers-Château – Villers-Marmery – Vinay – Vitry-en-Perthois – Vitry-le-François – Vraux – Virgny – Wamerville – Wiry-lès-Reims.

Le tableau en annexe 1 donne pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnées, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 modifié et la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons routiers et de tramways.

Une carte interactive est disponible sur le site de l'État dans la Marne : <https://www.marne.gouv.fr/actions-de-l-etat/environnement/Brui/Classement-sonore-des-voies/>
 Classement-sonore-des-infrastructures-de-transport-terrestres
 Elle a un caractère illustratif et seul fait foi le texte du présent arrêté.

Article 4 – Caractéristiques d'isolement acoustique :

Les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux arrêtés du 25 avril 2003 et du 23 juillet 2013 susvisés.

Article 5 – Caractéristiques du classement :

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit défini à l'article 4 ci-dessus sont arrêtés ainsi qu'il suit :

Infrastructures routières :

Niveau sonore de référence LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m

Lignes ferroviaires conventionnelles :

Niveau sonore de référence LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 84	L > 79	1	d = 300 m
79 < L ≤ 84	74 < L ≤ 79	2	d = 250 m
73 < L ≤ 79	68 < L ≤ 74	3	d = 100 m
68 < L ≤ 73	63 < L ≤ 68	4	d = 30 m
63 < L ≤ 68	58 < L ≤ 63	5	d = 10 m

Article 6 – Report dans les documents d'urbanisme :

Conformément aux dispositions de l'article R.151-53 du code de l'urbanisme, le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement, doit être reporté par les collectivités compétentes en matière de document d'urbanisme, le cas échéant, dans les annexes du document d'urbanisme, à titre d'information. Conformément aux dispositions des articles R.410-71 et suivants du code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme informera le demandeur, lorsqu'il a lieu, que son terrain se trouve dans le secteur affecté par le bruit d'une infrastructure de transport terrestre bruyante.

Article 7 – Publication, affichage :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et fera l'objet d'un affichage, dans chacune des mairies concernées, pendant une durée de un mois conformément à l'article R.571-41 du code de l'environnement. Cette mesure de publicité sera justifiée par un certificat du maire de chaque commune.

Article 8 – Recours contentieux :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Marne (25 rue du lycée, 51036 Châlons-en-Champagne CEDEX). Le dépôt du recours s'effectue directement auprès du greffe ou par voie postale, ou en déposant une requête sur www.lerecours.fr.
 Un recours gracieux peut, dans ce même délai de deux mois, être adressé auprès du Préfet de la Marne (Direction Départementale des Territoires de la Marne) ou un recours hiérarchique auprès du Ministère de la transition écologique et solidaire (Direction générale de la prévention des risques – Service des risques sanitaires liés à l'environnement, des déchets et des pollutions diffuses – Mission bruit et agents physiques – Tour Séquoia - 92055 LA DÉFENSE CEDEX).

Un recours contentieux peut être ensuite formé dans un délai de deux mois à compter du rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique auprès du tribunal administratif de la Marne (25 rue du lycée, 51036 Châlons-en-Champagne CEDEX) en déposant un recours directement auprès du greffe ou en adressant un recours par voie postale ou en déposant une requête sur www.lerecours.fr. Le recours n'a pas d'effet suspensif sur la décision.

Article 9 – Exécution :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Mesdames et Messieurs les maires des communes concernées et listés à l'article 3 du présent arrêté, les

A Châlons-en-Champagne, le 17 JAN. 2024

Le préfet de la Marne

Henri PREVOST

[illegible]

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

Non technique	Produit	Fabricant	Catégorie	Impact du secteur affecté	Titre	Contraintes traversées
A4 182	CHANGELION DE CHATEAU THIERRY	CHANGELION DE VILERS ACHON	2	250	Droet	Vitus, Arjoon, Aulany, Saint-Germe, Compagnie, Nordcote, Ombrosetto
A5-1	UNIT OF L'UNITE	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Simoneau, Hubert-Camp
A5-10	UNIT OF L'UNITE - IN 344	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Saint Thierry, Mary
A5-11	UNIT OF L'UNITE - IN 344	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Saint Thierry, Thibaut, Droet, Champagne, Mary
A5-12	UNIT OF L'UNITE - IN 344	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Thibaut, Droet
A5-13	UNIT OF L'UNITE - IN 344	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Fugère, Vintage
A5-14	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-14	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-15	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-16	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-17	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-18	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-19	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-20	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-21	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-22	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-23	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-24	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-25	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-26	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-27	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-28	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-29	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-30	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-31	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-32	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-33	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-34	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-35	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-36	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-37	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-38	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-39	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-40	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-41	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-42	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-43	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-44	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-45	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-46	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-47	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-48	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-49	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-50	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda
A5-51	REPLICATION A4, IN 302,3	REPLICATION A4, IN 302,3	2	250	Droet	Compagnie, Couda, Vintage, Couda

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement voire des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

[illegible]

[illegible][illegible]

[illegible][illegible]

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

[illegible]

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramway

[illegible]

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

[illegible]

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

Non-Indigenous	Chérent	Flasquet	Cadette	Largeur d'acier	Tissu	Conferences vendues
02751	MIE DE LA CORDON BLANCHE	MIE DE LA GARDINNE	4	50	Ouvert	Tissus, Champigny
02751	MIE DE LA GARDINNE	0227	3	100	Ouvert	Tissus, Champigny
02756	ENTRÉE VALE DE CHALONS	MIE DE L'ECOMAN ROLAND	3	100	Ouvert	Tissus, Champigny
03	RUE SCHAM ROLAND	ROSTANT	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.1	AVENUE DE PARIS	SCIENTE AGGIO FROGNIERS	2	30	Ouvert	Châlon en Champagne
03.10	AVENUE DE PARIS	SCIENTE AGGIO FROGNIERS	4	30	Ouvert	Châlon en Champagne
03.100	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	SCIENTE THOISSY RE D'ORGEZ	4	30	Ouvert	Châlon en Champagne
03.101	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	SCIENTE THOISSY RE D'ORGEZ	4	30	Ouvert	Châlon en Champagne
03.102	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.103	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.104	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	SCIENTE THOISSY RE D'ORGEZ	4	30	Ouvert	Châlon en Champagne
03.105	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	SCIENTE THOISSY RE D'ORGEZ	4	30	Ouvert	Châlon en Champagne
03.106	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.107	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.108	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.109	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.11	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.110	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.111	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.112	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.113	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.114	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.115	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.116	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.117	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.118	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.119	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne
03.12	ENTRÉE THOISSY RE D'ORGEZ	ENTRÉE HANDELL RE 12 0918	3	100	Ouvert	Châlon en Champagne

[illegible]

Non-Techon	Département	Prénoms	Catégorie	Langue de la lettre de service affectée	Titre	Contraintes transmise
0581.19	SCOTIE CHAMPELNEYET R 35-05-22	ENTREE MONTCHENOT R 29-05-58	3	100	Ouvret	Val-de-la-Haut, Champigny
0581.20	AVENUE DE LA PAULIERE	R 14-05-75	4	30	Ouvret	Perpuy
0581.21	ENTREE MONTCHENOT R 30-05-22	ENTREE MONTCHENOT R 29-05-58	3	100	Ouvret	Champigny
0581.22	ENTREE CHAMPELNEYET R 30-05-18	SCOTIE CHAMPELNEYET R 30-05-22	3	100	Ouvret	Champigny
0581.23	AV DU HAVRE DE TERRE	ENTREE CHAMPELNEYET R 30-05-22	3	100	Ouvret	Champigny
0581.24	022	AV DU HAVRE DE TERRE	3	100	Ouvret	Champigny
0581.25	SCOTIE ELIAS R 30-05-24	AV DU HAVRE DE TERRE	3	100	Ouvret	Champigny
0581.26	SCOTIE ELIAS R 30-05-24	AV DU HAVRE DE TERRE	3	100	Ouvret	Champigny
0581.27	AVENUE GEORGES POMPOUDU	SCOTIE ELIAS R 30-05-24	3	100	Ouvret	Champigny
0581.28	AVENUE GEORGES POMPOUDU	SCOTIE ELIAS R 30-05-24	3	100	Ouvret	Champigny
0581.29	AVENUE GEORGES POMPOUDU	SCOTIE ELIAS R 30-05-24	3	100	Ouvret	Champigny
0581.30	SCOTIE MONTCHENOT R 30-05-04-7	PAINNEAU 60 R 42-00-00	3	100	Ouvret	Champigny
0581.31	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.32	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.33	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.34	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.35	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.36	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.37	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.38	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.39	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.40	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.41	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.42	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.43	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.44	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.45	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.46	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.47	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.48	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.49	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.50	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.51	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.52	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.53	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.54	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.55	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.56	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.57	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.58	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.59	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.60	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.61	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.62	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.63	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.64	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.65	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.66	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.67	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.68	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.69	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.70	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.71	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.72	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.73	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.74	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.75	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.76	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.77	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.78	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.79	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.80	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.81	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.82	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.83	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.84	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.85	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.86	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.87	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.88	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.89	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.90	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.91	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.92	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.93	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.94	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.95	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.96	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.97	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.98	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.99	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny
0581.100	ECCHANIGNE RUE DE LOUVORS	AVENUE GEORGES POMPOUDU	3	100	Ouvret	Champigny

[illegible][illegible]

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

Non Tronçon	Obstacle	Posant	Catégorie	Longueur du tronçon (mètres)	Niveau	Commentaire remarques
VALLANT	AVENUE 29 AJOUT 44	AVENUE DE PARIS	4	30	Duvert	Troisième
	AVENUE 29 AJOUT 45	AVENUE DE PARIS	4	30	Duvert	Troisième Rains
	AVENUE 29 AJOUT 46	AVENUE DE PARIS	4	30	Duvert	Troisième
	AVENUE 29 AJOUT 47	AVENUE DE PARIS	4	30	Duvert	Troisième
	RUE JEAN HOUAN	RUE DE LA RÉPUBLIQUE	4	30	Duvert	St-Hilaire, Epernay
	RUE PAULIN	RUE DU DORT D'AMOUR	4	30	Duvert	St-Hilaire, Epernay
	RUE DU DORT D'AMOUR	RUE PRINCE MAIRIE	4	30	Duvert	Reims
	RUE DU DORT D'AMOUR	RUE PRINCE MAIRIE	4	30	Duvert	Reims
	RUE ROMAIN DOLAND	RUE PRINCE MAIRIE	4	30	Duvert	Reims
	BRASS 4	RUE DE TILLET	RUE DES DOULEUX	4	30	Duvert
BRIASS 1	RUE DE TILLET 1 DE TILLET	SCOTTE WILLY DE CHAMPAGNE	4	30	Duvert	Champagne, Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 1	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 2	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 3	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 4	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 5	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 6	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 7	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 8	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 9	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 10	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 11	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 12	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 13	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 14	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 15	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 16	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 17	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 18	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
ANTONNE 19	AVENUE HENRI RECOUPILL	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châlons-en-Champagne
	AV. DE VALMY	SCOTTE AGGLO	4	30	Duvert	Châl

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramway

[illegible]

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

[illegible]

Annexe 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

[illegible]

[illegible]

Non Thematic		Dossier	Filière	Catégorie	Impact de l'activité affectée	Taux		Contraintes transversales
ELEPHANT	BD SAINT FRANÇOIS	MSI BD ROMÉVY	BD DOCTEUR NOUX	2	750	Re en U	Reims	
	COGNAC	AVENUE D'ORFÈVRE	BD DOCTEUR NOUX	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AVENUE D'ORFÈVRE	BD DOCTEUR NOUX	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AVENUE D'ORFÈVRE	BD DOCTEUR NOUX	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	AVENUE D'ORFÈVRE	BD DOCTEUR NOUX	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AVENUE D'ORFÈVRE	BD DOCTEUR NOUX	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AVENUE D'ORFÈVRE	BD DOCTEUR NOUX	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AVENUE D'ORFÈVRE	BD DOCTEUR NOUX	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AVENUE D'ORFÈVRE	BD DOCTEUR NOUX	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AVENUE D'ORFÈVRE	BD DOCTEUR NOUX	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	PLACE GENERAL GOMMARD	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
	COGNAC	Re en U	Re en U	2	250	Re en U	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
COGNAC	BD CLAUDE ARNOUD	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE GAULLE	AV. PAUL RANGELAND	4	30	Ouvret	Reims	
	COGNAC	AV. GENERAL DE						

Annexo 1 - Arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

[illegible]

Annexe 3 - Arrêté préfectoral portant révision du classement des infrastructures de transports terrestres - Réseau routier et lignes de tramways

[illegible]

[illegible][illegible]

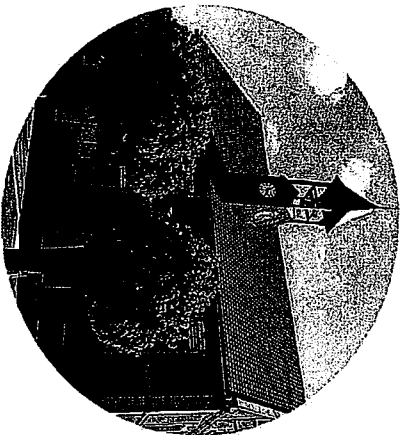
[illegible][illegible]

- Líneas de tramways

[illegible]



Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme



Bilan de la mise à disposition du public

Vu pour être annexé à la délibération du 26/09/2024 approuvant le bilan de la mise à disposition et les dispositions de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Fait à Vitry-le-François,
Le Président,

APPROUVÉ LE : 26/03/2020
MODIFIÉ LE : 26/09/2024

Modification simplifiée n°1

réalisé par
audicé
urbanisme
Audicé Urbanisme
Agence Grand Est
Espace Sainte-Croix
6 place Sainte-Croix
51000 Châlons-en-Champagne
03 26 64 05 01

Préambule

Par délibération en date du 14 avril 2022, le conseil municipal de Blacy a sollicité la Communauté de communes Vitry Champagne et Der pour faire évoluer son PLU.

Par arrêté en date du 15 décembre 2022, le Président de la Communauté de communes a engagé la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Blacy, approuvée le 26 mars 2010.

Les modalités de la mise à disposition du public ont été définies en bureau communautaire le 30 mai 2024.

La modification simplifiée n°1 du PLU de Blacy doit permettre de modifier le règlement du PLU afin de reformuler et modifier les règles sujettes à incompréhension ou contentieux et de s'adapter aux particularités et aux réalités du territoire.

La modification simplifiée concerne le règlement littéral et le règlement graphique. Les annexes sont mises à jour en ce qui concerne les arrêtés préfectoraux relatifs au bruit le long des routes nationales et des voies ferrées. Les autres documents du PLU ne sont pas modifiés.

En application de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précitées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Le dossier de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Blacy a été mis à disposition du public du 14 juin au 19 juillet 2024 selon les modalités suivantes :

- Consultation du dossier sous format papier au service urbanisme de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER, Cité administrative, 3 rue du Vieux-Port à VITRY-LE-FRANCOIS ainsi qu'à la mairie de BLACY, sise 4 rue des Tilleuls, du 14 juin au 19 juillet inclus aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- Consultation du dossier en version numérique sur le site internet de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER : <https://www.vitry-le-francois.net> ;
- Possibilité d'adresser des observations écrites par voie postale à l'adresse suivante : Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER, Service urbanisme, Cité administrative, 3 rue du Vieux-Port - 51300 VITRY-LE-FRANCOIS, ou par voie électronique à l'adresse suivante : modification-plu-blacy@vitry-le-francois.net

Les pièces du dossier et un registre à feuillets non mobiles ont été tenus à la disposition du public au siège de la Communauté de Communes et à la mairie de Blacy pendant la durée de la mise à disposition.

Bilan de la mise à disposition du public

Aucune remarque n'a été formulée sur les registres mis à disposition du public présents au siège de la Communauté de Communes et à la mairie de Blacy.

Une remarque a été transmise par email (cf. extrait ci-dessous).

De : Mathieu Le Bras <mathieu.lebras@ter-green.com>
Envoyé : Jeudi 4 juillet 2023 14:52
À : modification-pro-blacy <modification-pro-blacy@ter-green.com>
Cc : mickaelisme <mickaelisme@ter-green.com>; Blacy Mairie <mairie.blacy@orange.fr>; François Hannon <francois.hannon@ter-green.com>
Objet : MATHIASION BLACY : modification simplifiée du PLU de Blacy

Bonjour,

Dans le cadre de la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Blacy et suite aux échanges avec M. Christophe Gary, conseiller d'urbanisme, j'ai joint à ce mail la demande de la TER'GREEN, de la SCA Forçy/Lejeune et de la SAS Elvage Poirellet.

Vous en souhaitant bonne réception, nous sommes à disposition pour tout complément.

Bien à vous,

**TER'GREEN**

LAITIERS IF BRLS
Coup de pouce
pour les
agriculteurs
et les
professionnels
de la filière
lactière
57 rue Paul Voisin - 54000 Nancy
+33(0)3 83 71 34 10
laitiers@ter-green.com



Réponse de la collectivité :

Cette demande est en dehors du cadre juridique et réglementaire de la procédure actuelle. Elle pourra être prise en compte dans une prochaine évolution du document d'urbanisme.